FRIEDRICH EBERT STIFTUNG

CÔTE D'IVOIRE :

ENJEUX ET DÉFIS DE L'ACCUEIL DES RÉFUGIÉS FACE À LA CRISE AU SAHEL

DANHO ADJON GUY GHISLAIN

Décembre 2023

TABLE DES MATIÈRES

ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES....4
PRÉFACE....5
RÉSUME EXÉCUTIF....6
INTRODUCTION....8

CHAPITRE I : APERÇU HISTORIQUE DE LA CRISE DES DEMANDEURS D'ASILE....12
1- Des flux successifs....12
2- Causes des arrivées de demandeurs d'asile....12
3- Des mesures sécuritaires du Gouvernement ivoirien pour juguler la crise....14

CHAPITRE II : APERÇU SOCIOÉCONOMIQUE DES PRINCIPALES ZONES D'ACCUEIL....15
1- La Région du Tchologo....15
2- La Région du Bounkani....17

CHAPITRE III : L'ACCUEIL DES DEMANDEURS D'ASILE : UNE RÉPONSE HUMANITAIRE DIVERSIFIÉE....19
1- Profil des demandeurs d'asile....19
2- L'accueil des demandeurs d'asile....22

CHAPITRE IV : DE NOMBREUX DÉFIS SYSTÉMIQUES À RELEVER....29
1- Défis socioéconomiques dans les zones d'accueil....29
2- Défis liés à la mobilité des demandeurs d'asile....32
3- Défis communicationnels....36

CHAPITRE V : UNE RÉPONSE DURABLE POUR FAIRE FACE EFFICACEMENT AUX DÉFIS ET MAITRISER LES ENJEUX....37
1- Le renforcement de la résilience des populations hôtes : un enjeu clé pour les ONG....37
2- L'approche du Gouvernement ivoirien : faire primer l'enjeu sécuritaire....38

CONCLUSION....40
RECOMMANDATIONS....41
BIBLIOGRAPHIE....42

ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

ACF : Action Contre la Faim

AQMI : Al Qaeda au Maghreb Islamique

CIAUD : Comité International pour l'Aide d'Urgence et le Développement

CNS : Conseil National de Sécurité

COGES : Comité de Gestion

COSO : Projet de Cohésion Sociale des Régions Nord du Golfe de Guinée

EI-Sahel : État Islamique au Sahel

ICG : International Crisis Group

JNIM : Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans

MUJAO : Mouvement pour l'Unicité du Jihad en Afrique de l'Ouest

NCI : Nouvelle Chaine Ivoirienne

OCHA : Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires)

ONECI : Office National de l'État Civile et de l'Identification

ONG : Organisation Non Gouvernementale

ONU : Organisation des Nations Unies

PAM : Programme Alimentaire Mondial

RGPH : Recensement Général de la Population et de l'Habitat

RFI : Radio France International

RTI : Radiodiffusion Télévision Ivoirienne

UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture

UNHCR : Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés

PRÉFACE

Fidèle à sa fonction de fondation politique proche du parti social-démocrate, la FES appuie son action sur les valeurs fondamentales de la social-démocratie que sont la liberté, la justice et la solidarité. Ces valeurs nous lient aux idéaux de la social-démocratie. Organisation à but non lucratif, la FES travaille de manière autonome et indépendante.

En Côte d'Ivoire depuis 1991, nous avons soutenu les acteurs ivoirien des mondes politique, syndical et la société civile à travers les transformations politiques intervenues depuis lors.

Ce soutien vise à consolider la démocratie et à renforcer la politique en faveur des plus faibles économiquement et socialement. Dans ce sens, nous accompagnons également depuis longtemps les questions de migration. Avec l'augmentation des mouvements de réfugiés, notamment en raison de la violence et de l'insécurité au Burkina Faso, la migration classique liée aux opportunités économiques change de nature. Les nouveaux réfugiés ont souvent moins de contacts au sein de la diaspora burkinabè et donc moins de possibilités d'orientation économique et d'intégration sociale. La fuite s'accompagne souvent d'une longue période de privation et de perte de biens, si bien que la migration est confrontée à de nouvelles préoccupations sécuritaires du côté ivoirien. D'une part, on craint que l'immigration ne sollicite trop les ressources et ne mette ainsi en péril la sécurité et le niveau de vie. Habituellement les migrants étaient avant tout une main-d'œuvre nécessaire, sans laquelle l'essor économique de la Côte d'Ivoire n'aurait pas été envisageable. D'autre part, on craint que, sous le couvert de l'afflux de réfugiés, des acteurs extrémistes puissent apporter l'insécurité en Côte d'Ivoire.

Cette étude vise à soutenir un débat rationnel sur la réponse politique à apporter aux mouvements de réfugiés.

Elle se penche en particulier sur les possibilités d'intégration économique des réfugiés. L'idée est que la possibilité de subvenir à leurs besoins améliore la situation sociale des réfugiés, profite à l'économie de la Côte d'Ivoire et soulage l'État. Cela permet également de lutter contre les causes des conflits.

Dans l'intérêt d'un traitement qui favorise les meilleures conditions de vie possibles, l'autodétermination et la sécurité dans une situation difficile pour toutes les parties concernées, nous mettons cette étude à la disposition du public ivoirien ainsi que de tous les acteurs politiques, sociaux et internationaux impliqués.

DR. FELIX GERDES

Représentant Résident
de la Friedrich-Ebert-Stiftung en Côte d'Ivoire

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Objectifs de l'étude

Cette présente étude explore les impacts socioéconomiques de l'afflux de réfugiés, principalement des réfugiés d'origine burkinabé dans le Nord de la Côte d'Ivoire suite à la crise djihadiste au Sahel. Elle vise de manière générale à évaluer la subsistance et l'intégration socioéconomique de ces réfugiés. De manière spécifique, elle permettra entre autre d'analyser l'impact de la présence des réfugiés sur la cohésion sociale dans les régions d'accueil, étudier les modes de représentations des réfugiés par les populations locales, analyser les circuits migratoires réels et potentiels de ces réfugiés, évaluer les relations entre ceux-ci et les communautés burkinabés préétablies et faire des propositions en vue de l'intégration de ces réfugiés en Côte d'Ivoire ou dans leurs pays d'origine.

Résultats

Les résultats de l'étude sont de quatre ordres : le profil des réfugiés, les modes de prise en charge de ces derniers, les défis systémiques posés par l'afflux des réfugiés et enfin les réponses mises en œuvre au vue des enjeux liés à cet accueil. Ainsi, le profil des réfugiés révèle-t-il qu'ils sont en majorité constituées d'enfants de 0 à 12 ans qui représentent plus des deux tiers soit 70% et de personnes de sexe féminin qui en constituent plus de la moitié, soit 55%. La présence très forte de personnes à besoins spécifiques (59%) telles que les femmes enceintes, les enfants non-accompagnés ou séparés, les malades, les handicapés ou les vieillards est également constatée.

Les réfugiés tentent une insertion professionnelle et une grande partie exerce une activité professionnelle même si plusieurs sont sans revenus. La prise en charge des réfugiés révèle par ailleurs deux modes d'accueil qui sont l'accueil communautaire et l'accueil par les ONG. Dans le premier cas, les affinités culturelles entre populations hôtes et réfugiés tout comme l'existence d'une importante diaspora burkinabé jouent en faveur de l'intégration des réfugiés. Les ONG viennent en appui en apportant une assistance en vivres et non-vivres, des soins médicaux et un soutien psychologique. Malgré cette implication des ONG et des populations, les défis sont énormes. Au niveau sécuritaire, l'afflux des réfugiés peut servir de prétexte aux djihadistes pour l'infiltration, tant dans les zones d'accueil primaires que secondaires. Par ailleurs, la pression sur les ressources et les infrastructures sociales et sanitaires s'est accentuée dans les zones d'accueil qui sont déjà économiquement fragiles, constituant une menace pour la cohésion sociale. Le défi le plus grand est la subsistance des réfugiés à long terme. Pour cela, il faut des opportunités d'intégration dans l'économie agricole d'abord. Le renforcement de la résilience des populations du Nord mais aussi le développement de la région s'avèrent pertinents dans ce contexte.

Recommandations

Au terme de cette étude et de ces résultats, plusieurs recommandations ont été faites au Gouvernement et aux acteurs non-étatiques.

Au Gouvernement :

1- Régulariser le statut des demandeurs d'asile.
2- Promouvoir la coopération transfrontalière en vue de la mutualisation des efforts.
3- Élaborer un plan d'action national de communication en vue de la sensibilisation contre l'extrémisme armé.
4-Accélérer la politique de logement des demandeurs d'asile dans les centres de transit.
5- Développer des projets spécifiques de formation et de réinsertion des demandeurs d'asile.
6- Mettre en place un programme intégré de développement agricole, protection environnementale et intégration économique des réfugiés.
7- Accroître la surveillance des frontières tout en renforçant la discipline des forces de l'ordre.

Aux institutions internationales et aux ONG :

8- Mettre en priorité les actions visant l'éducation et la formation des demandeurs d'asile.
9- Promouvoir les actions qui favorisent leur accès à l'agriculture.
10- Mener des actions de sensibilisation sur les trafics humains.
11- Encourager toutes les initiatives qui visent la sédentarisation de l'élevage dans le Nord de la Côte d'Ivoire.
12- Promouvoir des modes de règlements pacifiques des conflits communautaires.
13- Accentuer les actions en faveur des cadets sociaux tels que les femmes, les jeunes et les enfants dans les zones d'accueil.

INTRODUCTION

L'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest francophone : genèse d'une crise

En 2012, le Mali connait une insurrection armée. À la base, des groupes salafistes indépendantistes qui seront rejoints par Al Qaeda au Maghreb Islamique (AQMI) et le Mouvement pour l'Unicité du Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) qui gagnent en vigueur à la faveur de la déstabilisation de la Lybie. Toute la région du Sahel en Afrique de l'Ouest va connaître des violences. Non seulement le Mali, le Niger, le Burkina Faso et même la Côte d'Ivoire, le Bénin et le Togo vont devoir faire face à des attaques de groupes extrémistes. Cette situation va plonger la sous-région dans une profonde crise qui va particulièrement se cristalliser au Burkina Faso.

L'extrémisme violent au Burkina Faso : un facteur de déclin de l'État

Depuis 2015, le Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (JNIM) et l'Etat Islamique au Sahel (EI-Sahel) déstabilisent le Burkina Faso. Une guerre aux conséquences humaines et socioéconomiques désastreuses qui a aussi profondément mis à mal la marche démocratique du pays du fait de la succession de coups d'états. D'abord localisée dans les régions Nord comme Tyoroum et Yatenga, la crise s'est propagée au fil des années à l'ensemble du pays et touche, en 2023, au total 10 régions sur les 13 que compte le pays, faisant du Burkina Faso le pays le plus impacté par l'extrémisme violent au Sahel. (ACF, 2021).

Cette crise asymétrique fait de nombreuses victimes civiles avec un peu plus de cinq millions de personnes en situation de détresse humanitaire, soit un burkinabé sur cinq. Parmi celles-ci, plus de quatre-vingt-dix mille personnes sont en situation de catastrophe humanitaire selon OCHA. (OCHA-Burkina Faso 2023) Les populations sont livrées aux pillages, aux meurtres, aux bastonnades, ou à la torture. Des villages entiers sont brûlés, des plantations dévastées, des récoltes et des cheptels anéantis. En proie à ce désastre humanitaire, les populations sont forcées de se déplacer pour trouver refuge dans des zones plus sûres. Plus de deux millions de déplacés internes selon le HCR (UNHCR 2023), soit 10% de la population totale du pays et des milliers de femmes, enfants, vieillards et jeunes obligés de trouver refuge dans les pays voisins tels que le Bénin, le Mali, le Ghana et la Côte d'Ivoire.

La Côte d'Ivoire comme terre d'asile pour les populations en détresse

En Côte d'Ivoire, ce sont officiellement 33.705 personnes, soit 6,786 Ménages de nationalité burkinabé qui ont trouvé refuge depuis 2021 dont 24.202 ont bénéficié de l'enregistrement biométrique. (UNHCR, 2023).
L'État de Côte d'Ivoire n'a pas encore attribué le statut de réfugiés à ces personnes en détresse qui sont considérées comme demandeurs d'asile.

Des catégories légales qui, somme toute, ont tendance à limiter les droits alors que la Côte d'Ivoire garantit la liberté de circulation, de résidence et de travail à chaque citoyen de la CEDEAO. Certes, les statuts de demandeurs d'asile et de réfugiés impliquent des droits de résidence plutôt limités et temporaires mais celui de réfugié rend plus facile l'accès au régime international de protection des réfugiés.

Ainsi, traversant les zones frontalières entre les deux pays, ces réfugiés franchissent les brousses et arpentent les pistes de jour comme de nuit pour emprunter les dizaines de points d'entrée à la frontière ivoiro-burkinabé, engendrant une crise humanitaire dans le pays hôte. Les régions du Bounkani (Bouna), du Tchologo (Ferké) ou la région du Poro (Korhogo) et du Folon (Minignan) sont les destinations principales des populations fuyant les attaques djihadistes. Des destinations qui elles-mêmes se situent dans des zones d'activités extrémistes. En effet, les localités de Téhini (Bouna) et Kafolo (Ferkessédougou), frontalières au Burkina Faso, ont déjà fait l'objet d'attaques meurtrières. De mars 2016 à octobre 2021, la Côte d'Ivoire a connu six attaques extrémistes dont 5 dans les zones frontalières du Nord que sont Kafolo, Tougbo et Téhini. (Cabinet du Premier Ministre, 2023)

Problématique de l'étude

La crise des réfugiés survient dans un contexte d'extrémisme violent. Cela a fait prendre aux autorités ivoiriennes des mesures en vue de la sécurité des personnes et des biens notamment par le renforcement de la présence militaire et l'implication du Conseil National de Sécurité (CNS) dans la gestion de la crise. Le Nord de la Côte d'Ivoire est traditionnellement une zone économiquement vulnérable. Depuis le rétablissement de l'autorité de l'Etat en 2011, il bénéficie de la part du Gouvernement ivoirien d'une attention particulière sous la forme de programmes de réduction de la vulnérabilité économique. Cependant il y subsiste toujours des zones de grande précarité socioéconomique. Cette crise des réfugiés devient donc une préoccupation supplémentaire pour l'État et les populations. Il est de notoriété que la Côte d'Ivoire est une terre d'accueil pour les migrants économiques du Burkina Faso qui jouissent d'une bonne intégration eu égard aux liens historiques, politiques, sociologiques, économiques et culturels entre les deux pays. Il est donc évident que ces réfugiés, qui ne sont pas toujours en terre étrangère, puissent développer des comportements résilients en vue de s'adapter et se soustraire de leur condition de personnes assistées en s'appuyant sur les couloirs migratoires préexistants ou en créant de nouveaux plus complexes. Néanmoins la présente crise met en situation de vulnérabilité à la fois les populations hôtes et les réfugiés, Elle pose des défis particuliers auxquels le pays doit impérativement faire face. Parmi ceux-ci la menace extrémiste qui a pour terreau la vulnérabilité des populations. Dans un tel contexte, qu'est-ce qui fait la particularité et l'efficacité des mesures spécifiques mises en œuvre en vue de favoriser l'accueil des réfugiés ?

Objectifs de l'étude

Cette étude intitulée « ***Côte d'Ivoire : enjeux et défis de l'accueil des réfugiés face à la crise au Sahel*** » n'a pas la prétention d'analyser de manière exhaustive la réponse de la Côte d'Ivoire à une crise humanitaire qui dure depuis trois années et connait des périodes diverses. L'objectif est d'évaluer la subsistance et l'intégration socioéconomique des réfugiés en provenance du Burkina Faso eu égard à l'accueil dont ils bénéficient.

De manière spécifique, elle permettra de :

- ***Analyser l'impact de la présence des réfugiés sur la cohésion sociale dans les régions d'accueil;***
- ***Etudier les modes de représentations des réfugiés par les populations locales ;***
- ***Etudier les circuits migratoires réels et potentiels de ces réfugiés;***
- ***Evaluer les relations entre les migrants et les communautés burkinabés préétablies ;***
- ***Faire des propositions en vue de l'intégration de ces réfugiés en Côte d'Ivoire ou dans leurs pays d'origine.***

Approche méthodologique

Ce travail est fondé sur une méthodologie qualitative. Les données ont été recueillies grâce à une étude documentaire associée à une enquête transversale. L'étude documentaire a porté sur des articles de presse, des photographies, des publications scientifiques et des rapports des Organisations Non Gouvernementales (ONG), organismes internationaux et agences ou programmes gouvernementaux. L'enquête transversale, de type qualitative, a permis de recueillir des données primaires dans trois régions de juillet à Novembre 2023 à travers l'observation directe et des entretiens. Dans, la région du Tchologo ayant pour chef-lieu Ferkessédougou, la ville de Ouangolodougou. Dans la région du Bounkani dont le chef-lieu est Bouna, la ville de Tougbo. Ces deux premières régions sont des zones d'accueil primaires des réfugiés du fait de leur localisation en zones frontalières. Comme zone d'accueil secondaire, nous avons opté pour la ville de Méagui dans la région de la Nawa avec pour Chef-lieu Soubré. Les entretiens ont porté sur un échantillon raisonné de 21 personnes à savoir 7 réfugiés, 5 leaders traditionnels dont 1 migrant et 1 réfugié, 5 personnes issues des zones d'accueil et 2 responsables humanitaires. Ils se sont déroulés du 4 au 8 juillet 2023 à Ferkéssédougou, Tougbo et Ouangolodougou puis le 21 juillet à Méagui. Il y a eu un entretien en groupe avec 10 personnes dont 2 femmes et 11 entretiens individuels incluant 3 femmes. L'ensemble des données recueillies a fait l'objet d'une analyse de contenu et ce dans une vision systémique qui a mis l'accent sur les liens entre les différents acteurs du milieu d'étude et la complexité des interactions entre populations hôtes, réfugiés, autorités administratives, ONG et organismes internationaux.

Tableau 1 : Répartition et caractéristiques des enquêtés

	TOUGBO	FERKÉ	OUANGOLO	MÉAGUI
ONG		1	1	
REPRÉSENTANTS DES FAMILLES D'ACCUEIL	4	1		
LEADERS COMMUNAUTAIRES	4			3
RÉFUGIÉS	5		2	

SOURCE : *Tableau réalisé par l'auteur*

Cette étude est subdivisée en quatre chapitres. Le premier est dédié à une analyse historique de la crise des réfugiés. Le second nous livre un aperçu socioéconomique de la zone d'étude. Après quoi, une analyse de la réponse humanitaire suivie d'une mise en lumière des défis systémiques et enfin une analyse des mesures mises en œuvre pour contrecarrer de manière durable les défis.

CHAPITRE : I
APERÇU HISTORIQUE DE LA CRISE DES RÉFUGIÉS

Depuis avril 2021, les réfugiés burkinabés affluent dans les zones frontalières Nord de la Côte d'Ivoire. Au gré de la situation sécuritaire au Burkina Faso, les vagues de migrants décroissent ou s'amplifient.

1- Des flux successifs

C'est en 2015 que les premières attaques djihadistes ont frappé le Burkina Faso. D'abord localisée dans le Nord, la crise va s'étendre progressivement au reste du pays et toucher les zones frontalières à la Côte d'Ivoire. Dès 2021, des réfugiés vont commencer à affluer dans le septentrion ivoirien. Selon le HCR (UNHCR, 2023), de mai 2021 à mai 2022, ce sont 4024 (quatre mille vingt-quatre) burkinabés qui ont été enregistrés en Côte d'Ivoire, cependant certaines sources onusiennes estiment que ce sont plus de 7.000 (sept mille) personnes qui ont en réalité trouvé refuge dans le pays déjà à la fin mai 2022. (ONU, 2022) Un nombre qui va littéralement tripler en l'espace de trois mois pour atteindre 22.000 (vingt-deux mille) personnes en août 2022.

À partir de fin 2022, les flux migratoires forcés vont encore s'amplifier. A la mi-juin 2023, le HCR estime à 27.212 le nombre de réfugiés dont 15.557 sont enregistrés par le HCR et les autorités ivoiriennes, avec un pic de 6.670 (six mille six cent soixante-dix) personnes en mai tandis que le nombre total va atteindre plus de 33.000 (trente-trois mille) en Juillet 2023. (UNHCR, 2023). Cette accélération des flux est due à l'aggravation de la situation sécuritaire. Au fur et à mesure que les attaques djihadistes s'étendent aux zones frontalières plus au Sud, les populations vont fuir vers la Côte d'Ivoire. De 2021 à 2022, 90% (quatre-vingt-dix pour cent) des réfugiés enregistrés sont originaires du département de Mangodara situé dans la zone frontalière et dont le chef-lieu est distant de seulement 40 kilomètres de la ville de Tougbo qui dans la même période a accueilli 6.000 réfugiés. (UNHCR, 2023)

2- Causes des arrivées de réfugiés

Les causes de l'afflux de réfugiés dans les zones frontalières de la Côte d'Ivoire sont la violence armée, les menaces et intimidations ainsi que les destructions de bien.

L'extrémisme violent salafiste impacte de manière directe ou indirecte les déplacements forcés des populations du Burkina Faso. Les attaques djihadistes sont perpétrées en grande partie sur les villages et plusieurs conflits intercommunautaires en résultent. Selon le HCR, les conflits armés et l'insécurité sont les causes de départ de 81% des réfugiés burkinabé en Côte d'Ivoire, tandis que les conflits intercommunautaires qui en sont la résultante représentent 5%. (UNHCR, 2023).

En effet, l'expansion djihadiste s'est partiellement basée sur les conflits intercommunautaires, en opposant les communautés les unes aux autres.
« Entre 2018-2020, ce sont 4.669 cas de conflits communautaires qui ont été enregistrés au Burkina Faso. » (Laoundiki 2021)

Parmi les conflits internes exploités, celui entre éleveurs semi-nomades et cultivateurs. Les premiers sont de l'ethnie des Peulhs qui ont bénéficié de l'appui stratégique des islamistes avec des répercussions énormes. Les Peulhs sont ainsi fréquemment assimilés à des supporteurs du djihadisme, et deviennent alors des victimes de discrimination et des cibles de répression des milices populaires et des forces de sécurité. Dans la crise burkinabé, une multitude de groupes armés ou simplement criminels est engagée dans la violence pour ses propres motifs, ce qui a entrainé une insécurité généralisée faisant des populations Peulh l'un des groupe les plus touchés par la violence islamiste et ses corollaires tandis que l'insécurité généralisée s'est accentuée dans les régions qu'ils habitent. Aussi, le vol de bétail s'est-il répandu, leur enlevant leur source de subsistance. En conséquence les peuls représentent la moitié de ces réfugiés et l'autre moitié est constituée d'autres groupes, avec lesquels la suspicion est réciproque.

De façon générale, des individus armés se livrent à des pillages, des incendies et des destructions de biens dans les villages. Ils pillent ou brûlent les récoltes, ils incendient les plantations et les maisons. Ces situations poussent les populations à partir, faute de logements ou de moyens de subsistance.
Lorsque des attaques sont dirigées contre des populations civiles spécifiques sous prétexte de leur implication dans les conflits, elles sont menées de façon indiscriminées. Les djihadistes attaquent des écoles, des mosquées, des convois humanitaires. La brutalité dont ils font preuve pousse bon nombre de populations à l'émigration. *« La tuerie du village de Solhan, dans le nord-est, qui s'est déroulée dans la nuit du 4 au 5 juin 2021, constitue une nouvelle étape dans la plongée dans l'horreur de ce pays. Cette tuerie qui a fait entre 138 et 160 morts selon les sources est l'attaque la plus meurtrière que le Burkina ait connue depuis les premiers attentats de 2016. »* (RFI, 2021) Plusieurs massacres similaires se sont déroulés depuis, beaucoup étant attribués aux islamistes, mais aussi aux milices populaires et aux forces de sécurité. Quand un village est attaqué dans une région donnée, les autres se vident par peur de subir le même sort.

Comme stratégie de contrôle territorial, les groupes islamistes ont de façon délibérée dépeuplé des localités.

Dans cette dynamique s'inscrivent les menaces et les intimidations des groupes armés. Plusieurs témoignages sont concordants à ce sujet. Moussa K., réfugié à Tougbo affirmera ceci : *« Les djihadistes ont envoyé un message au chef du village, intimant l'ordre à tous d'évacuer le village. Faute de quoi, ils tueraient tous ceux qu'ils trouveraient en place à la tombée de la nuit. On n'avait pas le choix, on a dû quitter le village »*. Un demandeur d'asile interrogé expliquera ceci : *« Les djihadistes ont appris que des jeunes d'un village voisin ont été enrôlés dans l'armée. En représailles, ils ont effectué une expédition punitive. Nous avons aussi pris peur et fui ».*
Voici le témoignage de Ramata Tall qui a dû fuir le village de Todiam dans le département de Ouahigouya au Nord du Burkina Faso. *« Nous avons fui notre village après avoir reçu cette menace. Certains ont marché, d'autres sont allés en cars ou en tricycles. Ce sont les murs qui y sont restés désormais ».* (Douadé, 2023)

3-Des mesures sécuritaires du Gouvernement ivoirien pour juguler la crise dans l'urgence

La crise des réfugiés intervient dans un contexte particulier en Côte d'Ivoire. En effet, la zone d'accueil de ces migrants, à savoir les régions frontalières Nord avec le Mali et le Burkina Faso sont elles-mêmes en proie aux tentatives de déstabilisation de la part de groupes extrémistes armés qui y ont perpétré plusieurs attaques. Des mesures sécuritaires particulières ont été prises par les autorités ivoiriennes.

Déjà en mai 2020, les autorités ivoiriennes et burkinabés avaient mené l'opération Comoé qui a permis de démanteler les infrastructures des insurgés dans le parc de la Comoé et ses environs. L'un des buts de l'opération était de mettre la main sur un chef djihadiste localisé dans le parc. Par la suite, avec l'attaque de Kafolo en juin 2020 faisant 14 morts parmi les forces armées, le Gouvernement ivoirien a créé plusieurs cantonnements militaires dans le Nord du pays. *«L'armée a construit des bases le long des frontières avec le Mali et le Burkina Faso et a déployé entre 2.000 et 2.500 soldats dans la région. Kafolo, par exemple, dispose désormais d'une grande base militaire… ».* (ICG, 2023)

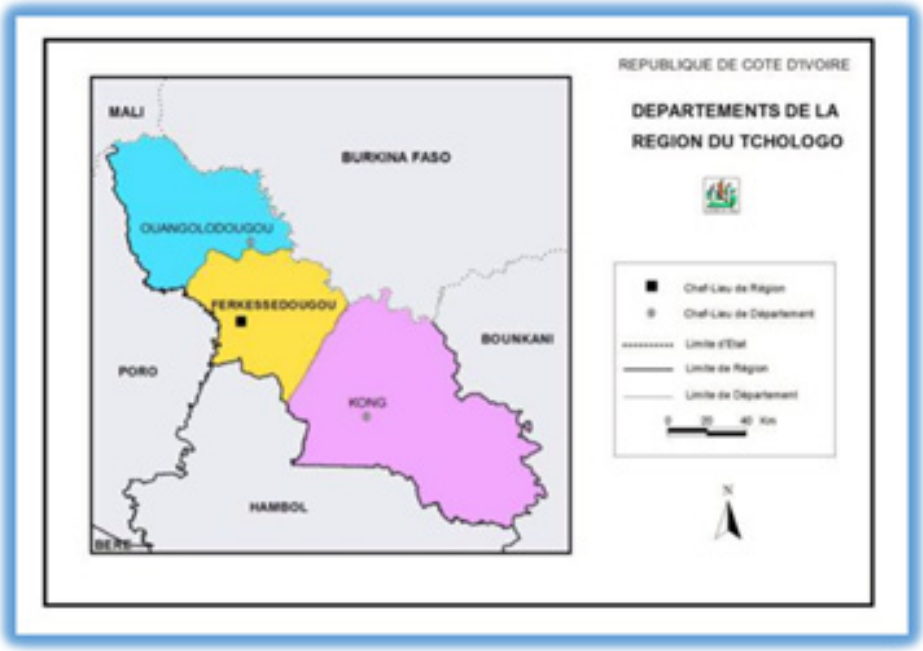
Dans le communiqué du Conseil National de Sécurité le 24 février 2023, le Chef de l'État ivoirien donnait des instructions en vue de faire *« des recrutements au sein des Forces de Défense et de Sécurité ainsi que pour l'acquisition de matériels et d'équipements additionnels, y compris des moyens de surveillance aérienne et de renseignement».* (CNS, 2023) Il avait également recommandé d'associer les actions militaires à des actions de développement local à l'endroit des jeunes. Enfin, il a exhorté à une participation plus active à l'initiative d'Accra qui est un cadre de coopération avec le Bénin, le Ghana, le Burkina Faso et le Togo au plan du renseignement militaire et des opérations militaires conjointes contre les extrémistes armés.

CHAPITRE : II
APERÇU SOCIOÉCONOMIQUE DES PRINCIPALES ZONES D'ACCUEIL

Le Tchologo et le Bounkani sont deux régions aux économies similaires à la frontière Nord de la Côte d'Ivoire avec le Mali et principalement le Burkina Faso. Ces deux régions où se sont déroulées nos enquêtes accueillent les plus grandes populations de réfugiés.

1- La Région du Tchologo

Figure 2: Carte de la Région du Tchologo



Source : RGPH 2014_Répertoire des localités : Région du TCHOLOGO, https://www.ins.ci/documents/rgph/TCHOLOGO.pdf

Située dans le District des Savanes, la Région du Tchologo couvre trois départements à savoir Ferkéssédougou (le chef-lieu), Kong et Ouangolodougou. Ces trois départements sont localisés à la frontière avec le Burkina Faso et le département de Ouangolodougou fait également frontière avec le Mali. La Région du Tchologo a une superficie de 17.728 km^2. En 2014, selon le RGPH, la population était de 394.361 habitants tandis qu'en 2021, elle est passée à 603.084 habitants, soit une progression de 60%. (INS 2021) Douze (12) sous-préfectures, six (06) communes, deux-cent quinze (215) villages et cent cinquante-sept (157) campements sont inclus dans la Région du Tchologo. Originellement peuplée par les Sénoufo Niarafolo et les Malinké, la Région du Tchologo compte une importante colonie de populations étrangères, en majorité des maliens et des burkinabés.

Sous l'emprise du climat soudanien, la Région du Tchologo est une zone de savane arborée qui jouit d'une saison des pluies d'avril à octobre.

Cette région est donc propice aux activités agropastorales qui sont dominées par des cultures annuelles de rente telles que le coton, le tabac, la canne à sucre et les cultures pérennes de rente, notamment la mangue, l'avocat, les agrumes et l'anacarde. Les cultures vivrières occupent également une place de choix. L'igname, le maïs, le riz, l'arachide, le mil, le sorgho, la patate douce, le niébé et le fonio prospèrent dans la région. L'agriculture est pratiquée de manière extensive avec des rendements encore moyens et d'importantes pressions environnementales liées principalement aux feux de brousse. (Le Guen, 2004) Ce secteur d'activité a un potentiel énorme mais sous-exploité. L'agriculture est couplée à l'élevage essentiellement tourné vers les bovins, les caprins, les porcins, les ovins et la volaille. L'abondance des eaux de surface due à un important réseau hydrographique alimenté par les fleuves Sassandra, Bandama et Comoé est également propice à la pratique agricole. (Réseau Ivoire, 2023) La région du Tchologo est particulièrement baignée par les fleuves Comoé à l'Est et Bandaman à l'Ouest. Les activités du secteur primaire possèdent des grandes possibilités de développement grâce à l'abondance des pâturages, la bonne pluviométrie, l'importance du savoir-faire traditionnel mais aussi la présence de barrages pastoraux qui sont au nombre de 208 dans tout le Nord de la Côte d'Ivoire. (Le Guen, 2004)

Le patrimoine culturel de la région est également très riche et offre des activités folkloriques, religieuses et artistiques originales avec des rites de passage tels que le Tchologo ou des danses comme le Boloye. Le patrimoine historique est aussi une preuve de cette richesse de la culture. En témoigne l'architecture de style soudanais symbolisée par la célèbre mosquée de Samory à Kong. Cette architecture prestigieuse a la particularité d'être liée à l'expansion de l'islam dans le Sahara, le Sahel et le Nord de la Côte d'Ivoire. (Réseau Ivoire, 2023) Le Festival du Tchologo, qui a lieu durant la première semaine du mois de décembre à Ferkessédougou prône la cohésion sociale et la conservation du patrimoine culturel, regroupant des centaines de festivaliers et 35 troupes de danses. Il a besoin d'une plus grande attention.

Pour un développement harmonieux du Tchologo, l'on pourrait miser sur la modernisation de la production agricole et animale, l'industrialisation par l'agro-industrie mais aussi le tourisme notamment le tourisme écologique basé sur les richesses de la flore et de la faune, les éco-ranchs ou encore les beaux pâturages. Malheureusement, le tourisme écologique est miné par le manque d'infrastructures et surtout l'insécurité engendrée par l'extrémisme violent. Il faudrait pour le développement de la Région du Tchologo relever les défis liés à l'alphabétisation, surtout celle de la jeune fille, la construction d'écoles, la construction d'infrastructures de base, de centres de santé, de centres de formation et une modernisation de l'hydraulique villageoise.

2- La Région du Bounkani

Figure 3 : Carte de la Région du Bounkani

Source : RGPH 2014_Répertoire des localités : Région du BOUNKANI, http://www.ins.ci/documents/rgph/BOUNKANI.pdf

Région du Bounkani qui a pour chef-lieu Bouna est située au Nord-Est de la Côte d'Ivoire et fait frontière avec le Burkina Faso et le Ghana. Elle s'étend sur une superficie de 22.091 km² dont la moitié est occupée par le Parc National de la Comoé qui couvre 11.090 km². La Région du Bounkani (Bouna, Doropo, Nassian et Téhini) a une population estimée à 427.037 habitants (INS, 2021) composée principalement de Koulango, Malinké et Lobi ainsi que de populations étrangères dont des burkinabés et des maliens.

La Région du Bounkani est une zone agro-pastorale. L'agriculture bénéficie de terres arables et d'une pluviométrie abondante de 892.3 mm mais sa pratique reste rudimentaire et extensive avec des rendements moyens. L'agriculture vivrière est dédiée à la subsistance tandis que l'anacarde est la principale culture de rente. Le karité, poussant à l'état naturel, possède de grands atouts économiques mais son exploitation en vue de la fabrication du beurre de karité reste typiquement artisanale.

L'élevage peut constituer le véritable fer de lance de l'agriculture du Bounkani. Il occupe en effet environ 5.000 personnes et bénéficie de l'accompagnement technique de l'État ainsi que de quarante et un (41) barrages pastoraux et des marchés à bétail de Doropo, Tougbo et Bouna. (Côte d'Ivoire Politique, 2021)

Tout comme la région voisine le Tchologo, la Région du Bounkani a un lourd retard en infrastructures de base. Les ratios au kilomètre carré et par nombre d'habitants d'écoles, de centres de santé, d'hydraulique rurale, sont parmi les plus bas de la Côte d'Ivoire, affectant négativement la qualité de vie des populations.

Malgré une culture riche et la présence du Parc National de la Comoé qui reste le plus grand du pays (UNESCO, 2023) la région du Bounkani exploite très peu ses patrimoines culturel et naturel qui pourraient constituer la base d'un tourisme durable. D'ailleurs la mise en valeur du parc de Bouna au plan touristique a été très affectée par les attaques armées dans la région. La présence de groupes djihadistes et les menaces d'enlèvement ont considérablement fait baisser le nombre de touristes. Le Kafolo Lodge qui organisait les randonnées dans le parc national a dû fermer.

CHAPITRE : III
L'ACCUEIL DES RÉFUGIÉS : UNE RÉPONSE HUMANITAIRE DIVERSIFIÉE

Les réfugiés obéissent à plusieurs caractéristiques socioéconomiques qui impliquent forcément des prises en charge spécifiques. Ce à quoi tentent de répondre l'Etat, les ONG et les communautés.

1- Profil des réfugiés

Le profil socioéconomique des demandeurs d'asile rend compte de leur répartition en genre et en âge mais aussi leur situation familiale en terre ivoirienne. En outre, il met en lumière les besoins spécifiques de ces personnes en détresse. Enfin, leur condition socioprofessionnelle est décrite.

1-1- Âge et sexe

À la date du 4 octobre 2023, les arrivées de réfugiés sont estimées à 36.960 (trente-six mille neuf cent soixante) personnes issues de 7.369 (Sept mille trois cents soixante-neuf) ménages. 45% de ces personnes sont de sexe masculin et 55% de de sexe féminin, ce qui reste une constante depuis le mois de juillet. (UNHCR, 2023) Ces personnes se répartissent en plusieurs classes d'âge :

- Enfants 45% dont 0 à 4 ans : 19% et 5 à 11 ans 26%
- Adolescents de 12 à 17 ans : 14%
- Adultes de 18 à 59 ans : 37%
- Personnes de 60 ans et plus : 4%

1-2- Situation familiale

La situation familiale des réfugiés révèle plusieurs cas de figures : des familles disloquées, des foyers monogames, des foyers polygames, des enfants non-accompagnés, des enfants séparés.

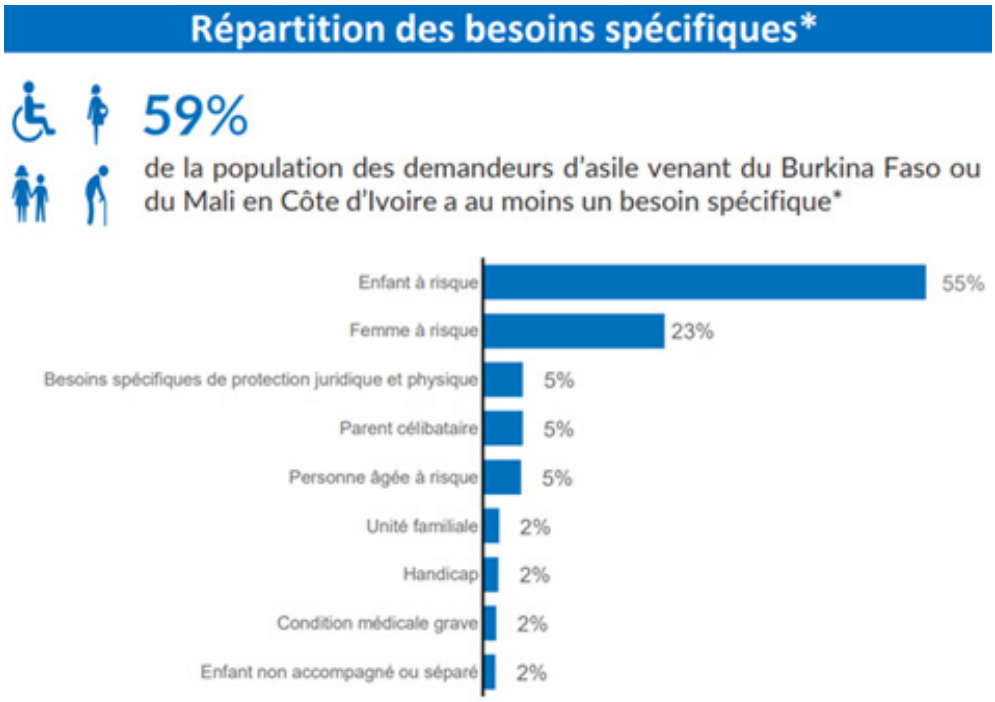
Les ***familles disloquées*** sont les familles dont les membres ne peuvent plus vivre sous le même toit du fait de l'exode. Dans certains cas, des membres de la famille sont restés au Burkina Faso, tandis que d'autres sont réfugiés en Côte d'Ivoire. Comme le dit ce septuagénaire : *« J'ai une fille au Burkina en classe de terminale qui vit avec son mari. Je suis venu avec ma femme, ma fille ainée et son enfant. Ma femme a dû regagner son village au centre de la Côte d'Ivoire».* Il y a aussi le cas où l'homme vient mettre sa famille en sécurité en Côte d'Ivoire avant de retourner au bercail en vue de continuer son activité économique.

On compte aussi bien des ***foyers polygames*** que ***monogames*** tout comme des familles élargies composées de plusieurs générations : *« Je suis venu avec toute la famille qui compte 14 personnes dont mes trois épouses et les enfants. Les femmes et filles vivent à part et j'ai une chambre de la part de mon tuteur. L'un de mes fils est marié et est venu avec sa femme »*.

1-3- Besoins spécifiques

Au sein de cette masse de personnes, 59% ont des ***besoins spécifiques***. Ce sont d'abord des enfants à risque, mais aussi, des handicapés physiques qui représentent 2% de cette catégorie, les ***parents célibataires*** qui représentent 5% ou les personnes âgées à risque. Certaines personnes du troisième âge que nous avons rencontrées ont signalé qu'elles vivaient avec une maladie chronique (ulcère, tension artérielle, diabète) et qu'il leur était impossible de suivre un régime. Le tableau ci-dessous met en lumière la population de réfugiés ayant des besoins spécifiques.

Figure 4 : Répartition des besoins spécifiques



Source : Dashboard UNHCR, juillet 2023,
https://data.unhcr.org/fr/documents/details/102215

Les enfants à risque constituent plus de la moitié des personnes ayant des besoins spécifiques. La mortalité infantile, aux dires de plusieurs parents et tuteurs est très élevée chez les nouveaux arrivants. Mais en plus, des enfants qui vivent déjà le désarroi de l'exode, doivent aussi expérimenter la déchirure de la séparation avec les parents. Ainsi, 45 ***Enfants Non-Accompagnés*** (Qui sont séparés de leur famille et ne sont à la charge de personne) et 361 ***Enfants Séparés*** (Qui sont séparés de leurs parents ou tuteurs mais pas forcément de la famille élargie) ont été enregistrés. Il y a aussi une grande proportion d'enfants en âge d'aller à l'école. Parmi les femmes à risque, il faut compter les femmes enceintes qui ont été physiquement éprouvées par les conditions de déplacement, mais doivent faire face au dénuement et au manque de soins adaptés.

1-4-Situation professionnelle

La situation professionnelle dénote plusieurs cas de figure tant chez les personnes actives que les personnes en âge de retraite.

1-4-1- Les personnes sans revenus

Il y a une grande proportion de personnes sans revenu. Des personnes du troisième âge qui ne travaillaient plus mais avaient des biens tels que des plantations, un cheptel ou un commerce et qui ont perdu leur revenus et leurs biens. Elles se retrouvent dans l'indigence.

On dénombre également des personnes en situation de chômage. Ce sont des bergers qui ont perdu leurs troupeaux par pillage ou massacre ou n'ont pas eu le temps de les rassembler pour prendre la direction de la Côte d'Ivoire. Ce sont aussi des cultivateurs qui ont tout perdu et n'ont pas encore eu d'opportunité de louer des parcelles ou travailler en tant que manœuvres agricoles. Les femmes sont particulièrement touchées par cette situation car, pour des raisons de sécurité, les hommes préfèrent qu'elles restent à la maison. C'est le cas de Bibata Traoré :
« Mon mari et moi sommes des cultivateurs mais il est seul à partir travailler car nous avons peur chaque jour d'être attaqués par les groupes armés. En ce moment, je suis très souvent malade et sans revenus je ne peux pas prendre correctement soin de moi, ni de mes enfants qui sont aussi sans repères ». (Koné 2022)

1-4-2- Les personnes qui tentent une insertion professionnelle

Ce sont des personnes qui exercent une activité économique. Il y a au sein de cette catégorie les personnes qui ont adopté un autre métier en vue de s'adapter. O. Salif était un commerçant prospère dans le négoce de vivriers et de noix de cajou. Avec la crise et son exil en Côte d'Ivoire dans la ville de Tougbo, il s'est reconverti dans son métier de jeunesse, la couture : *« Je suis couturier de formation. Je suis retourné à la couture ».*
Il y a aussi ceux qui arrivent à continuer leurs activités économiques. Selon ce témoignage recueilli à Tougbo, certains réfugiés sont venus avec les produits de leur boutique et se sont réinstallés. En témoigne l'exemple d'un meunier qui a déplacé son moulin et a pu l'installer pour le faire fonctionner. Certains agriculteurs continuent leurs activités mais en tant que métayers ou même manœuvres agricoles.

1-4-3- Les éleveurs : un cas spécifique

Le cas des éleveurs est spécifique. La plupart d'entre eux pratiquaient la transhumance et connaissent bien la région Nord de la Côte d'Ivoire. Plusieurs parmi eux ont eu le temps de fuir avec leur cheptel de bœufs, de moutons et de chèvres. Ils vivent avec leurs bêtes qu'ils font paître dans les prairies et les forêts claires. *« Ils restent dans un campement car ils viennent avec leurs bœufs et ne sauraient trouver de place en ville »*, nous confiera un chef de communauté.

2- L'accueil des réfugiés

Les communautés locales sont en première ligne dans l'accueil des réfugiés. Les premiers contacts, l'assistance aussi bien que l'intégration économique sont d'abord du ressort des populations civiles.

Sur le plan politique, l'accueil des réfugiés burkinabés en Côte d'Ivoire est coordonné par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) en collaboration avec le Conseil National de Sécurité. Les préfets, représentants de l'État dans les départements et les régions ont pour mission de coordonner les services de l'État et de veiller au respect des lois, règlements et instructions du CNS dans le cas d'espèce. Sur le terrain, les Préfets et sous-préfets travaillent en collaboration avec les ONG et organismes internationaux mais aussi les autorités locales et coutumières pour une prise en charge efficace.

2-1-Un accueil communautaire

La caractéristique principale de l'accueil des réfugiés burkinabés de la crise djihadiste est l'accueil communautaire. L'accueil communautaire désigne la prise en charge des réfugiés par les communautés des zones d'affluence.

2-1-1- Conditions de l'accueil communautaire

Cet accueil est marqué par l'engagement des populations en faveur des personnes en détresse humanitaire. Les communautés ethniques et les communautés religieuses sont les acteurs de cet accueil.

2-1-1-1- L'accueil par les communautés locales

Les communautés tribales des régions du Tchologo sont les Sénoufos et les Malinké et pour le Bounkani les Loby, les Lorhon, les Komono et les Malinkés. À ces communautés spécifiquement ivoiriennes, il faut ajouter les communautés d'origine étrangère dont celles auxquelles appartiennent les réfugiés : Mossi, Komono, Loby, Peuhl, etc...Les chefs de village en tant qu'autorités traditionnelles mais aussi administratives, sont les maillons essentiels de l'accueil. Lorsque des réfugiés se signalent dans une localité, ils sont reçus par le chef du village qui s'informe sur leurs origines ethniques et les oriente vers les membres de leur communauté. Les réfugiés sont donc hébergés dans des familles d'accueil. Souvent, le chef les héberge lui-même et les prend en charge. Il leur fournit gite et couvert le temps que d'autres membres de la communauté prennent le relai.

L'accueil est principalement affinitaire. Les réfugiés rejoignent en priorité des membres de leurs communautés d'origine déjà établis en Côte d'Ivoire. *« Quand ils arrivent, ils se signalent chez le chef du village. Ils sont orientés vers les responsables de leurs communautés d'origine »*, nous dira un responsable d'ONG.

À Tougbo, comme dans plusieurs autres localités d'accueil, les réfugiés qui n'ont pas pu être directement hébergés par des familles d'accueil ont été logés dans des maisons inachevées souvent dépourvues de portes et de fenêtres. La nourriture est assurée grâce aux dons communautaires.

2-1-1-2- L'accueil par les communautés religieuses

La réponse des communautés religieuses est aussi remarquable. Les communautés catholiques et musulmanes en sont l'illustration. À Ouangolodougou, l'Église catholique a mis à disposition des réfugiés une chapelle qui abrite plusieurs familles. À Tougbo, il a été révélé que ces communautés religieuses ont organisé à plusieurs reprises des collectes de vivres, non-vivres et argent pour venir en aide aux réfugiés. Le père Wielfried N'Guetta Kobenan Kra, administrateur de la quasi-paroisse Cœur Immaculé de Marie de la localité affirme ceci : *« Mgr Essoh a envoyé une délégation de la Caritas diocésaine les mains chargées avec des vivres, des vêtements et des médicaments pour les réfugiés ».* (Sandouno 2023) Le prélat rapporte que les fidèles de sa paroisse ont mis à la disposition des réfugiés une pompe à motricité humaine pour pourvoir à leurs besoins en eau alors qu'ils s'approvisionnaient dans un barrage à l'eau impropre à la consommation humaine.

2-1-2 Fondements socio-historiques de l'accueil communautaire

La proximité géographique est la cause première du choix de la Côte d'Ivoire comme destination d'exil. Cependant, la spontanéité de l'accueil communautaire se justifie par plusieurs facteurs dont la tradition d'hospitalité des ivoiriens, l'habitude des migrations saisonnières par les nomades peuhls et la proximité socio-culturelle entre les communautés des deux côtés de la frontière.

2-1-2-1- Une grande tradition de migration vers la Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire a une longue tradition d'hospitalité. C'est un pays cosmopolite qui représente l'Afrique et même le monde en miniature. Dans ce kaléidoscope culturel, le Burkina Faso, pays frontalier, occupe une place particulière avec plus de 5 millions de migrants. La tradition migratoire du Burkina Faso vers la Côte remonte à l'époque coloniale, précisément aux débuts du 20è siècle. Les contingents burkinabés pourvoyaient la Côte d'Ivoire en main d'œuvre pour l'exploitation agro-industrielle, notamment la filière café-cacao (OIM, 2016). Cette migration visait d'abord le Sud forestier et particulièrement la capitale économique Abidjan et sa région puis le Sud-ouest de la Côte d'Ivoire à la faveur de l'aménagement du territoire dans les années 70.

Mais la mise en valeur coloniale des terres avait aussi forcé les groupes pastoraux à élargir leurs parcours. Depuis, le contact entre éleveurs et paysans s'est renforcé aussi au Nord de la Côte d'Ivoire, ce qui a entrainé le développement de mécanismes

de coopération mutuellement bénéfiques. Une grande proportion de réfugiés est donc familière à la Côte d'Ivoire et a déjà eu à emprunter les couloirs migratoires traditionnels. Beaucoup ont l'expérience des relations avec les populations locales du Nord ou de l'Ouest de la Côte d'Ivoire.

Comme l'affirme M. Seydou F : *« Les plus jeunes ne connaissent pas forcément la Côte d'Ivoire mais tous les gens de ma génération sont familiers à ce pays. J'ai des liens très forts avec la Côte d'Ivoire où j'ai enseigné à Korhogo et Bouaké. Ma femme est ivoirienne, baoulé. Nous avons des enfants dont un fils qui est étudiant en Côte d'Ivoire»*. Tout comme Seydou F, Jérôme O. affirme qu'il connait bien la Côte d'Ivoire: *« Je venais souvent en Côte d'Ivoire. J'ai de la famille à Abidjan dans la commune de Koumassi. À partir de Banfora et même au-delà, les gens connaissaient la Côte d'Ivoire. Ils venaient y travailler. Même pour se marier, les gens venaient travailler dans les plantations pendant deux ans pour avoir de l'argent et repartir. Il n'y a pas quelqu'un du troisième âge qui ne connaisse pas la Côte d'Ivoire».*

La migration burkinabé est très importante et joue un rôle économique de premier rang dans le secteur informel et surtout dans le secteur agricole où les migrants burkinabés exercent comme exploitants et manœuvres agricoles. Ils sont très actifs dans la cacaoculture, la culture de l'anarcade et la production vivrière. L'afflux des réfugiés est donc dans la continuité des mouvements en direction de la Côte d'Ivoire perçue comme une terre d'asile et d'opportunités. Mais aussi une terre de transhumance pour les éleveurs.

2-1-2-2- Une terre de transhumance pour les pasteurs-nomades

La familiarité avec la Côte d'Ivoire est aussi vérifiée avec les réfugiés peuhls qui constituent une partie importante des flux. En effet ceux-ci connaissent bien les zones Nord de la Côte d'Ivoire qui constituent des zones de transhumance pour leurs troupeaux. C'est donc naturellement que ces populations et leurs familles ont opté pour la Côte d'Ivoire pour fuir les exactions djihadistes.

La zone Nord savanicole de la Côte d'Ivoire est moins sèche que les zones du Sud du Burkina Faso. En effet, la zone Nord de la Côte d'Ivoire montre une végétation exubérante durant plusieurs mois de l'année, de juillet à Octobre, offrant des pâturages de savanes herbeuses ou arborées de quelques millions d'hectare.

2-1-2-3- Une continuité socioculturelle entre Sud burkinabé et Nord ivoirien

La zone frontalière entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso représente une zone socioculturelle continue. Les populations Sénoufo, Peuhl, Komono ou Lobi se retrouvent de part et d'autre de la frontière. Souvent les noms des localités en Côte d'Ivoire font écho à celles situées au Burkina Faso : Ouangolo, Laléraba, Niangoloko traduisent la continuité sociologique de terroirs qui ont préexisté au tracé

des frontières. Ainsi, est-il banal que des ivoiriens aient des champs au Burkina Faso et vice versa. Des chefs de communautés exercent leur autorité morale sur des populations à cheval entre les deux pays. Comme le dira ce demandeur d'asile: *« Je préfère rester ici. Il y a des affinités. Je suis Komonoka comme les habitants de Tougbo. On se sent en famille. Il y a aussi des Dogossè parmi nous. Ils sont proches des Komonos et nous parlons tous dioula ».*

La proximité socioculturelle a toujours transcendé les différences nationales. Si bien que les mouvements de populations dans les deux sens ont engendré des habitudes sociales particulières. Un demandeur d'asile rend ce témoignage :

J'ai retrouvé ici l'un de mes ainés à l'école qui est devenu un notable de la ville. Il a fait ses études primaires au Burkina à une époque où il n'y avait pas d'école dans cette région de la Côte d'Ivoire. Les gens allaient fréquenter l'école au Burkina à Mangodara. A trente kilomètres d'ici. C'est là où il y avait une école primaire. Il était de la première promotion et moi de la seconde. Nous nous sentons en famille.

Le département de Mangodara au Burkina Faso est le terroir des autochtones Komono mais il est peuplé majoritairement de Peuhl. Il y a aussi des Dogossè, des Mossi, des Dagara, des Lobi, des Dioula, des Bobo, des Samo, des Marka. (Yéré 2007) En décembre 2022, le rapport du HCR sur la situation au Nord de la Côte d'Ivoire indique que 90% des réfugiés Burkinabé sont originaires de Mangodara dans la région des Cascades. (UNHCR, 2022). Par ailleurs en janvier 2023 les caractéristiques de ménages des réfugiés (UNHCR, 2023) reflètent la composition socio-ethnique de la région de Mangodara avec majoritairement des Peuhls qui représentent 56% de la population suivis des Mossis 17% et des Lobi, Dogossè, Sénoufo, Komono, etc. (UNHCR, 2022).

2-2- La réponse d'urgence des ONG

La crise des réfugiés dure depuis trois années. Cette situation implique pour les ONG la capacité à gérer des flux successifs. Agir dans l'urgence avec les vagues les plus récentes et penser au relèvement précoce pour d'autres. Par ailleurs, les ONG doivent être capables d'apporter des réponses appropriées à la vulnérabilité des populations d'accueil. La réponse d'urgence des ONG consiste à venir en aide aux populations en détresse. Cette aide se fait sous forme de dons en vivres et en non-vivres, d'assistance médicale d'urgence et d'assistance psychologique. Le HCR qui coordonne l'assistance humanitaire avec l'Unicef est accompagné de la Croix Rouge, Action Contre la Faim, Médecins Sans Frontières, le CIAUD (Comité International pour l'Aide d'Urgence et le développement), Caritas Côte d'Ivoire, secours Catholique et plusieurs autres ONG. Depuis le déclenchement de la crise, les situations d'urgence se succèdent au gré de la situation sécuritaire au Burkina Faso.

2-2-1- Monitoring, enregistrement et profilage des réfugiés

Le monitoring consiste à assurer la veille des frontières en vue de répertorier les mouvements humains, les conditions de leur déroulement ainsi que les défis et menaces qui y sont liés. L'enregistrement consiste à tenir un fichier des demandeurs d'asile. Quant au profilage, il consiste à produire des données relatives aux conditions socioéconomiques des réfugiés en vue d'une meilleure prise en charge.

Le HCR, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, est l'organe onusien en charge des réfugiés et demandeurs d'asile. Le HCR *« veille à ce que chacun ait le droit de demander l'asile et de trouver un refuge sûr, après avoir fui la violence, la persécution ou la guerre dans son pays. »* (Minasyan 2023) Depuis la survenue de la crise des réfugiés dans les zones frontalières Nord de la Côte d'Ivoire, le HCR assure sa mission d'assistance aux populations en détresse.

Cela se fait à travers le ***monitoring*** qui s'effectue principalement aux frontières et est assuré par le CIAUD qui agit sous mandat du HCR. Il consiste à surveiller les mouvements de personnes aux frontière, leur ampleur, les voies empruntées ou encore les fréquences et à les référer aux autorités. Il y a également ***l'enregistrement biométrique*** qui est effectué par le HCR et le CIAUD en collaboration avec le CNS et l'ONECI. Il permet de connaître le nombre et l'identité des réfugiés mais aussi d'accroître leur traçabilité, faciliter les regroupements familiaux, lutter contre la fraude sur l'identité et même parer aux risques d'apatridie. Enfin, ***le profilage*** permet de décrire les caractéristiques telles que l'âge, le sexe, le statut familial mais aussi les lieux d'origine et les besoins spécifiques des réfugiés afin de mieux cibler l'assistance à leur endroit.

2-2-2- Dons en vivres et en non-vivres

Depuis le déclenchement de la crise, les ONG ont toujours assisté les réfugiés à travers des dons en vivres et en non-vivres en vue de faire face au dénuement de ces derniers. Le positionnement stratégique d'Action Contre la Faim définit clairement la contribution des ONG. Elle est ainsi fondée : *« Permettre aux ménages vulnérables, ménages hôtes comme déplacés, de satisfaire leurs besoins prioritaires et réduire les risques de recours à des stratégies de survie négatives (volet d'actions rapides) : il s'agit d'apporter une réponse d'urgence aux ménages les plus vulnérables, hôtes ou déplacés, dans les zones d'accueil ».* (ACF 2023) Ces dons ont permis de faire face aux situations d'urgence alimentaire qui ont suivi les différents flux. Le CICR, de son côté, jusqu'à la fin mars 2023 a apporté son soutien à 706 ménages, soient 4.942 personnes dans les sous-préfectures de Tougbo, Téhini et Gogo. Une assistance d'urgence destinée aux réfugiés et aux familles hôtes. Au total 71 tonnes de vivres dont des céréales et de l'huile mais aussi des articles ménagers tels que des nattes, des couvertures, des pagnes, des kits d'hygiène féminin. (CICR 2023) La Caritas s'inscrit également dans cet élan humanitaire depuis 2022.

Au total, elle est venue en aide à 367 ménages depuis le déclenchement de la crise. Du 14 au 18 juin 2023, ce sont 80 ménages, soit 1.200 réfugiés qui ont été assistés à Bolé, Moro-Moro et Tougbo. (Blé 2023)

Le CIAUD, Comité International pour l'Aide d'Urgence et le Développement, inscrit également la distribution de kits au cœur de ses actions. Ces kits sont constitués de vivres et de non-vivres et sont destinés aux réfugiés des villes de Ouangolodougou, Tougbo, Téhini ou Bouna. Le CIAUD bénéficie de l'assistance du Programme Alimentaire Mondial (PAM).

Photo 1 : Don de vivre de la Caritas aux réfugiés

Source: Vatican news, 22 juin 2023,
https://www.vaticannews.va/fr/afrique/news/2023-06/caritas-cote-d-ivoire-des-refugies-burkinabe-recoivent-des-dons.html

2-2-3- Assistance médicale aux réfugiés

Les problèmes de santé sont multiformes et prévalent surtout au sein des couches les plus fragiles telles que les vieillards, les nourrissons et enfants, les femmes enceintes. L'assistance médicale vise principalement à pallier les insuffisances du système de santé dans les zones d'accueil. Elle se fait sous forme de dotation en médicaments des centres de santé afin de faciliter l'accès des communautés d'accueil et des réfugiés aux soins de santé. L'assistance médicale consiste également en l'évaluation sanitaire et en la prévention des maladies.
Ces trois dimensions ont été mises en exergue par la Croix-Rouge à travers l'équipement de l'hôpital général et du district sanitaire de Téhini, du centre de santé urbain de Tougbo ainsi que des centres de santé ruraux de Bolé, Govitan et Kointa. Ensuite à travers l'évaluation de 4 (quatre) structures sanitaires à Tougbo, Kointa et Téhini. Enfin la prévention s'est manifestée par le traitement de 9 points d'eau, c'est-à-dire 6 puits chlorés et 3 points d'eau entretenus à Tougbo, Moro-Moro, Bolé.

2-2-4- Assistance psychologique aux réfugiés

L'assistance psychologique se fait en collaboration avec les centres sociaux qui sont des structures étatiques sous la tutelle du Ministère des Affaires sociales. Des écoutes sont réalisées par des agents du CIAUD et d'Action Contre la Faim (ACF) qui référencent ensuite les personnes en détresse vers les centres sociaux. Les écoutes concernent à la fois les réfugiés et des populations locales impactées par la situation générale d'insécurité. Un agent humanitaire dans la région explique leur travail de soutien psychologique en ces termes :

« Nous faisons des entretiens individuels et des focus-groupes puis des référencements aux centres sociaux qui sont au nombre de trois dans toute la région du Tchologo. Nous le faisons aussi bien pour les demandeurs d'asile que pour les fonctionnaires. En effet, les frontières officielles sont Laléraba et Pogo. Mais il y a de nombreuses pistes de contournement. Les fonctionnaires ont peur. Les enseignants sont partis dès la fin de l'année scolaire et plusieurs ne comptent plus revenir ».

2-3- L'intégration et ses effets socioéconomiques

Contrairement aux perceptions répandues, les afflux de réfugiés entrainent, pour la plupart, une stimulation économique au bénéfice des populations hôtes (Harrell-Bond 1986 ; Gerdes 2006). Ces effets sont néanmoins variés et dépendent de plusieurs facteurs économiques. Dans les zones rurales, la plupart des populations sont des cultivateurs. Dans la mesure où ils produisent des vivriers, ils bénéficient de l'augmentation des prix des denrées. Qu'ils soient producteurs de vivres ou de cultures de rente, ils bénéficient aussi de la disponibilité de main d'œuvre à moindres coûts, d'autant plus que la démocratisation de l'école et les nouvelles aspirations de la jeune génération qui sollicitent des rémunérations plus importantes ont entrainé une raréfaction de la main d'œuvre. Les populations locales contrôlent les moyens de production, notamment l'accès à la terre, et les cèdent aux étrangers à des conditions qui leur sont bénéfiques. Plus les terres sont rares, moins elles sont fertiles, plus la compétition est grande et moins bien fonctionnent ces mécanismes. L'autre couche sociale importante, celle des petits commerçants, bénéficie également de l'augmentation des prix et de la demande. La présence de réfugiés engendre des demandes de services et les effets de création d'emplois sont le plus souvent plus importants que l'offre augmentée de main d'œuvre (Banerjee/ Duflo 2020).

L'intégration se fait dans la région normalement par des relations des réfugiés avec des patrons locaux. Les patrons sont les intermédiaires à travers qui ils gagnent l'acceptation de la communauté. Le patron est souvent le protecteur pour ces étrangers, et peut bénéficier du soutien des réfugiés sous la forme de travail ou de partage de récolte, ce qui peut rehausser son statut social.
Mais l'afflux de réfugiés n'a pas que des effets bénéfiques. La pression augmente sur les biens publics et les services sociaux. Alors que l'eau est déjà rare, l'augmentation de la demande peut avoir des effets négatifs sur les communautés. Les services sociaux tels que les services de santé et l'éducation publique connaissent déjà des conditions précaires. Les demandes additionnelles sont rapidement ressenties comme effet négatifs par les populations locales.

CHAPITRE : IV
DE NOMBREUX DÉFIS SYSTÉMIQUES À RELEVER

Le Nord de la Côte d'Ivoire où se localisent les zones d'affluence des demandeurs d'asile est la zone la plus économiquement fragile du pays. Par ailleurs, la proximité sociologique entre les populations des deux côtés de la frontière a spontanément engendré une prise en charge communautaire qui accentue la précarité des populations mais aussi celle des réfugiés et menace la cohésion sociale. Les défis sont donc autant sécuritaires qu'économiques et sociologiques.

1- Les défis socioéconomiques dans les zones d'accueil

Accueillir des réfugiés dans un contexte de djihadisme pose des défis sécuritaires énormes. En plus la cohésion sociale dans des zones économiquement faibles peut être mise à mal. Enfin, recevoir des réfugiés qui ne sont pas toujours en terre inconnue n'est pas de nature à faciliter leur encadrement et surtout leur traçabilité.

1-1- Les défis sécuritaires

Les zones d'accueil sont elles-mêmes des zones sous la menace de l'extrémisme violent. Les régions de Kafolo et Téhini ont déjà enregistré des attaques terroristes ayant occasionné des morts. Dans un reportage de la télévision nationale ivoirienne, un officier évoquait le harcèlement constant qu'ils subissaient de la part des groupes armés qui recourent à des engins explosifs artisanaux (RTI 2022). Les régions concernées posent un vrai défi tactique du fait de l'abondance du couvert végétal qui peut servir de refuge aux groupes armés. La région du Bounkani par exemple est recouverte à 50% par la réserve de Bouna qui est un paysage de savane boisée et de forêt tropicale. À cela il faut ajouter la porosité des frontières ivoiriennes qui offrent des dizaines de point de passage aux réfugiés (UNHCR, Dashboard août 2023). Par ailleurs, la coopération sécuritaire entre la Côte d'Ivoire et ses voisins du Nord est interrompue du fait de la dégradation des relations diplomatiques avec le Mali et le Burkina Faso. Dans le même temps, les mécanismes de coopération militaire bilatérale entre les pays côtiers tels que l'Initiative d'Accra ne sont pas très actifs. Comme le mentionne le rapport d'International Crisis Group :

> La Côte d'Ivoire n'a pas eu de relations militaires directes avec le Mali depuis 2022, lorsque Bamako a appréhendé 46 soldats ivoiriens qui étaient venus au Mali pour travailler pour l'ONU et les a condamnés à vingt ans de prison pour tentative d'atteinte à la sécurité de l'État… En revanche, les conversations de haut niveau et les échanges bilatéraux de renseignements avec le Burkina Faso se poursuivent, les messages passant souvent par l'intermédiaire d'entrepreneurs de renom bien introduits dans les deux pays. Le gouvernement ivoirien fait également pression en faveur d'opérations militaires conjointes avec le Burkina Faso, mais les dirigeants militaires au Burkina hésitent pour l'instant, car ils sont occupés par la lutte anti-jihadiste dans le nord du pays. (International Crisis Group, op.cit, pages 21 et 22)

Au sein des populations hôtes, certaines personnes comme Karim estiment que l'afflux massif de réfugiés accroit le risque d'attaques terroristes : *« On ne sait pas qui est qui. Nous ne pouvons pas distinguer les personnes ordinaires des terroristes. C'est inquiétant »*. Cette déclaration exprime clairement que les populations ont peur d'être infiltrées.

Elles ne cachent pas leur crainte et plusieurs réfugiés traumatisés ont peur de s'adonner à des activités champêtres. Elie Kamou, qui accueille 27 familles Burkinabé exprime son inquiétude : « *La situation sécuritaire nous inquiète aussi, nous sommes en ce moment à la recherche de 5 hommes portés disparus depuis quelques jours.* » (Koné 2022)

1-2- Une pression sur les ressources qui fragilise la cohésion sociale

La pression sur les ressources est une question cruciale. Elle est d'autant plus problématique que les flux de réfugiés sont importants. Dans la petite localité de Tougbo, le nombre de réfugiés s'élevait déjà à 6.000 personnes au 02 janvier 2022 (UNHCR 2021) pour une population locale de 30.582 (INS 2021) personnes, soit une augmentation brusque de 20%. Kong, Téhini et Ouangolodougou, totalisent une population de 8.700 réfugiés en février 2023.

Cet accroissement brusque de la population crée une détresse psychosociale liée à la combinaison de plusieurs facteurs. La surpopulation impacte les ressources en eau déjà insuffisantes du fait d'un système hydraulique fragile qui dépend de la pluviométrie et est également affectée par le vieillissement des équipements. *« Il y a une pression sur les infrastructures sanitaires et une pression sur la structure hydraulique déjà fragile dans les zones du Tchologo et du Bounkani. Il est difficile d'avoir de l'eau potable dans les villages du fait de la vétusté des infrastructures hydrauliques et de l'appauvrissent des nappes phréatiques »*. Le système de santé est aussi durement éprouvé. Les centres de santé sont aussi débordés. Déjà sous-équipés et déficients en personnel, ils doivent faire face à une situation de crise.

Les ressources alimentaires subissent également la pression et dans certaines zones l'on commence à ressentir une augmentation des prix des denrées de base. Les greniers se vident et les familles d'accueil s'épuisent, d'autant plus que cette crise humanitaire intervient dans un contexte de crise agricole. L'ONG Action Contre la Faim, acteur de la réponse humanitaire tire la sonnette d'alarme. Selon un agent de cette structure, les productions vivrières sont en baisse et il y a une mévente des produits de rente qui fragilise les populations hôtes et par ricochet les demandeurs d'asile qui en dépendent. Il résume ces problèmes par ces propos:

« Les stocks alimentaires sont réduits ou épuisés dans les villages d'accueil car les familles ont été obligées de les partager avec ces demandeurs d'asile. L'insécurité alimentaire plane et plusieurs réfugiés sont malnutris. En effet, les productions vivrières sont en baisse du fait d'une maladie qui attaque les cotonniers et les vivriers. Comble du malheur, la campagne de la mangue n'a duré qu'un mois au lieu de trois et Le prix bord-champ de l'anacarde n'a pas été respecté. Il y a une crise financière ».

Cette pression sur les ressources se manifeste également au niveau des moyens de production agricole et constitue une vraie menace pour la cohésion sociale. Plusieurs demandeurs d'asile tentent de s'insérer dans l'agriculture et les demandes en terre cultivables augmentent. Cela inquiète ce notable de Tougbo: « *Certains ont des lopins de terre que leur ont offerts les propriétaires terriens. Souvent le propriétaire et le locataire cultivent la même parcelle. Le propriétaire sème l'anacarde et le locataire le maïs. À la longue cela ne posera-t-il pas de problèmes ?* » L'inquiétude est accentuée par la cohabitation sur fond de tension entre éleveurs et planteurs: « *Ils viennent avec des centaines de bœufs. Ma plantation a été saccagée. Des récoltes sont saccagées alors que c'est la source de subsistance qui nous permet de les nourrir. Cela risque de créer les conflits à la longue*». La question des saccages des plantations par les troupeaux contient des germes de conflits intercommunautaires entre éleveurs demandeurs d'asile et les agriculteurs qui les accueillent. D'ailleurs, selon une source humanitaire, plusieurs conflits sont déjà signalés, même s'ils ont été circonscrits par la promptitude des autorités préfectorales dans les zones concernées. Pour prévenir des dérives, le Conseil National de sécurité a interdit, depuis le 02 juin 2023 l'entrée du territoire ivoirien au bétail. « *Afin de préserver la cohésion sociale au sein des communautés vivant dans ces zones tout en évitant des conflits agriculteurs-éleveurs d'une part, et se prémunir des risques sanitaires d'autre part, le Conseil de Sécurité réuni le 25 mai 2023 a pris la décision d'interdire l'entrée du bétail des réfugiés sur le sol ivoirien*». (CNS, 2023)

Ces mesures se justifient d'abord par la prévention d'une escalade des conflits entre éleveurs et paysans qui sont déjà omniprésents. En outre, il y a l'impératif de protéger les ressources naturelles dans des environnements dont les potentiels sont souvent déjà exploités. Cependant ces mesures rendent une partie des réfugiés plus vulnérables économiquement et les exposent aux abus tels que les extorsions de fonds par les forces de l'ordre sur les routes et points de passage. Sans mesures d'accompagnement, cette politique a le potentiel de renforcer les tensions entre éleveurs, État et cultivateurs.

1-3- L'accès à l'éducation et à la formation

Les enfants et adolescents en âge scolaire sont très nombreux parmi les réfugiés. Malheureusement, ils ne peuvent plus aller à l'école. Ils ont dû migrer en pleine année scolaire ou n'ont pas pu se réinscrire pour plusieurs raisons telles que l'insuffisance de places ou les différences de programme.

La déscolarisation des jeunes renforce leur vulnérabilité et les expose aux abus et à la marginalisation, faisant d'eux des cibles potentielles pour les mouvements salafistes actifs dans la région.

Des habitants s'inquiètent déjà de l'oisiveté des jeunes déscolarisés qui pourrait les transformer en voyous : *« Quand les autres sont à l'école, ils divaguent. Quelle éducation ils vont recevoir ? Ils risquent de devenir des voyous. »*

L'éducation non-formelle des adultes est elle aussi un enjeu. Plusieurs réfugiés se sont reconvertis à leurs activités habituelles ou à des métiers appris dans la jeunesse. Un encadrement adéquat peut faciliter leur réinsertion et mettre fin, sinon réduire les cas de dépendance. À ce jour, il n'y a pas encore eu de projet spécifique de formation et de réinsertion des réfugiés et ce pour deux raisons. D'abord, aux dires d'un agent humanitaire, les premières vagues ont déjà pu intégrer le secteur informel ou agricole. Puis, parce que les flux continus de réfugiés font primer l'urgence.

2- Défis liés à la mobilité des réfugiés

La grande mobilité des réfugiés est de nature à amplifier le couloir migratoire Burkina-Côte d'Ivoire tout en posant des défis particuliers.

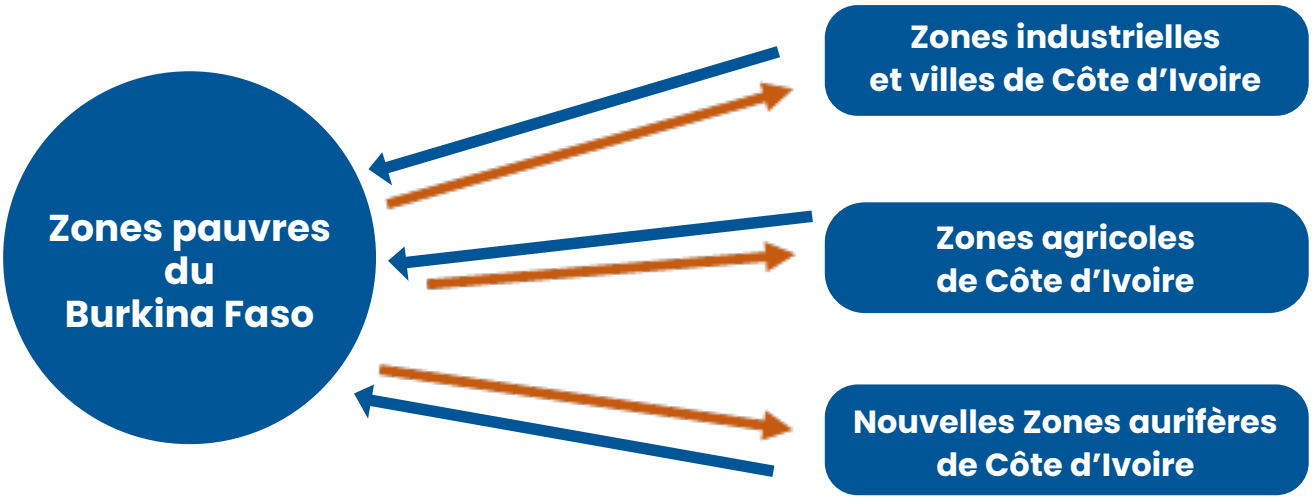
2-1- Une amplification du couloir migratoire Burkina Faso-Côte d'Ivoire

Le couloir migratoire Burkina Faso-Côte d'Ivoire est l'un des plus dynamiques de l'Afrique de l'Ouest. Il remonte à la période coloniale et est principalement constitué de migrants économiques en provenance du Burkina qui ont joué et continuent de jouer un rôle de choix dans le développement de l'agriculture et de l'agro-industrie en Côte d'Ivoire. En témoigne l'importance de la communauté Burkinabé en Côte d'Ivoire. (Kipré, 2006) Ce couloir est alimenté par plusieurs routes migratoires dans l'axe Nord-Sud (Burkina-Côte d'Ivoire) mais aussi Sud-Nord (Côte d'Ivoire-Burkina). Le premier axe est constitué de Burkinabés en quête d'un mieux-être économique en Côte d'Ivoire principalement dans les régions cacaoyères de l'Ouest et du Sud-ouest ou dans la région d'Abidjan très industrialisée. Le second est surtout composé de Burkinabés qui retournent dans leur pays pour s'y installer définitivement. (Bonnassieux, 2009)

La présente crise des réfugiés a renforcé l'axe migratoire Burkina Faso-Côte d'Ivoire avec des flux successifs en direction des régions du Nord de la Côte d'Ivoire. Une proportion de ces réfugiés est très mobile. Mettant à profit leur connaissance du territoire ivoirien ou leurs relations avec la diaspora burkinabé de Côte d'Ivoire, plusieurs quittent les zones d'accueil frontalières pour d'autres destinations ayant des fortes densités de migrants burkinabés. C'est le cas de la région cacaoyère de Méagui dans le Sud-ouest. Les responsables de communautés interrogés ont confirmé les afflux de réfugiés dans leur zone. *« En tant que chef communautaire, j'ai appris que plusieurs personnes sont arrivées en fuyant la guerre. Leurs parents leur expédient des fonds pour qu'ils quittent le Nord. Chacun rejoint ses parents».* (Leader communautaire).

Selon plusieurs autres témoignages, l'importance des besoins en main d'œuvre agricole dans le secteur hévéicole dans la région est très favorable à l'insertion des nouveaux arrivants. Ces arrivées comblent les déficits en mains d'œuvre d'autant plus que les jeunes autochtones et allochtones se détournent de plus en plus du travail de la terre.

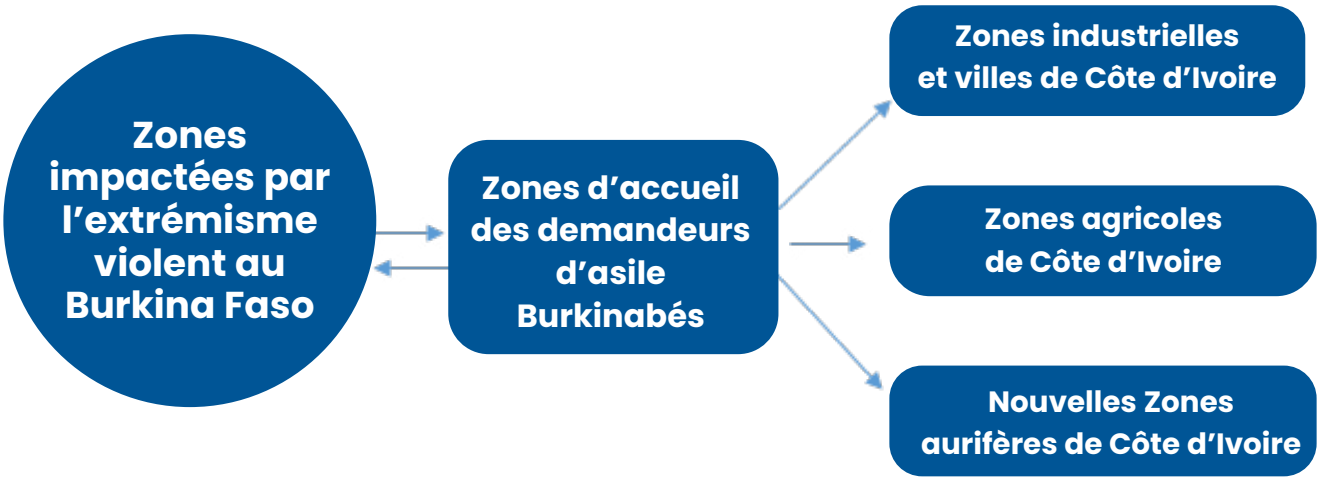
Figure 5 : Schéma de l'espace migratoire traditionnel Burkina-Côte d'Ivoire



Source : Réalisé par l'auteur

Les trajectoires migratoires des réfugiés sont complexes. Les zones d'accueil des frontières Nord deviennent des zones de transit pour beaucoup. Ils y séjournent le temps de rejoindre des parents ou connaissances dans des zones déjà connues ou nouvelles. Ce sont toutefois des zones économiquement prospères qui leur offrent des possibilités d'insertion professionnelle.

Figure 6 : Schéma de l'espace migratoire des réfugiés burkinabés en Côte d'Ivoire.



Source : Réalisé par l'auteur

Les mouvements dans le sens Côte d'Ivoire Burkina Faso sont également observables à partir des zones d'accueil du Nord et sont le fait de réfugiés de sexe masculin qui repartent, le temps d'une accalmie, mener leurs activités habituelles dans leur terroir d'origine au Burkina Faso en ayant pris le soin de mettre leurs familles à l'abri en Côte d'Ivoire.

2-2- De sérieux défis causés par la grande mobilité des réfugiés

Si le nombre de réfugiés estimé à environ quarante mille personnes ne semble pas constituer une menace pour la Côte d'Ivoire qui a un stock de migrants très important et un tissu économique dynamique, la grande mobilité de ceux-ci pose plusieurs défis au niveau sécuritaire et au niveau de la cohésion sociale dans les zones d'accueil primaires et secondaires.

2-2-1- Défis sécuritaires supplémentaires

Au niveau sécuritaire, la perméabilité des frontières et la grande mobilité des réfugiés entre les zones d'accueil et les zones de départs peuvent faciliter les contacts avec les groupes extrémistes, leur infiltration et leur implantation. La proximité ethnique et religieuse avec les extrémistes doublée d'une grande précarité au sein des réfugiés et les populations hôtes peuvent constituer un terreau fertile pour le salafisme. (Gasni et Djéria 2019, 69-92).

La grande liberté de mouvement entre les zones d'accueil primaires et les zones d'accueil secondaires peut également être un facteur propice à la criminalité transfrontalière et les trafics d'êtres humains, en particulier les femmes et les enfants, risquent de s'accroître. En effet, La présence de jeunes filles et d'enfants dont plusieurs sont non-accompagnés (Figure 4, page 18) est certainement une

aubaine pour les circuits criminels déjà très actifs entre les deux pays. Les jeunes filles et les enfants de sexe féminin sont donc exposés à la prostitution, à la mendicité et à l'exploitation professionnelle notamment en tant que travailleuses domestiques. Quant aux jeunes garçons, ils risquent de finir dans les plantations de cacao ou de venir augmenter le nombre d'enfants mendiants qui écument les rues de Korhogo ou Ferkessédougou. En juillet 2021, 10 personnes avaient été condamnées à 10 ans de prison par un tribunal ivoirien pour un trafic d'enfants alimentant les plantations de cacao. (Kaoré, 2021)

L'orpaillage est également une source d'inquiétudes supplémentaire car elle constitue une double source d'insécurité tant au plan environnemental que social. L'orpaillage dégrade l'environnement, détourne la main d'œuvre agricole mais corrompt aussi les mœurs et est propice au trafic d'armes. Le rapport d'International Crisis Group relève ceci :

Les autorités se méfient de l'orpaillage pour plusieurs raisons. Beaucoup craignent que des insurgés ne décident de préfinancer des réseaux d'orpailleurs et de contrebandiers pour taxer ensuite les futurs revenus, même si une étude récente n'a trouvé aucune preuve concrète de telles pratiques. Lors des entretiens, les responsables ont également taxé l'orpaillage d'activité dangereuse, voire immorale, parce qu'elle sape les hiérarchies sociales traditionnelles, dégrade l'environnement et attire les criminels et les travailleurs du sexe. (ICG, 2023)

Si certaines sources affirment qu'à ce jour, il n'y a pas de lien entre les réseaux extrémistes et l'orpaillage en Côte d'Ivoire (ICG, 2023), d'autres font état de connexions entre djihadistes et orpailleurs. *« Des orpailleurs et commerçants, ayant continué à fréquenter des sites au bord du fleuve Comoé malgré la présence des groupes extrémistes violents dans les environs, ont évoqué des assurances données par leurs « patrons » que rien ne leur arriverait ».* (Institut d'Études de Sécurité, 2023) Ces assurances sont l'expression d'accords tacites et de collaboration.

2-2-2- Défis pour la cohésion sociale dans les zones d'accueil secondaires

La cohésion sociale dans les zones forestières de migration traditionnelle peut également être mise à mal dans la mesure où ces zones risquent de connaître un rebond migratoire. Cela peut augmenter la pression sur les ressources. La prédilection des migrants pour l'agriculture risque d'accroître la pression foncière tandis que les ressources naturelles déjà très sollicitées peuvent s'avérer insuffisantes. À Méagui, la surpopulation inquiète déjà car elle entraine des pénuries sévères en eau potable : *« Nous avons de graves pénuries d'eau. Les autorités de la ville elles-mêmes ont recours à l'eau de puits alors que les puits ont tendance à s'assécher par moment. Le château d'eau ne suffit plus à nos besoins ».* (Chef de communauté)
Des arrivées en grand nombre ne feraient qu'accentuer cette situation de précarité.

3- Défis communicationnels

La communication sur la gestion de la crise reste un défi de taille à relever. Le Gouvernement qui coordonne la réponse humanitaire doit pouvoir diffuser la bonne information sur ses actions afin d'éviter les rumeurs, la mésinformation et la désinformation, il doit aussi contrer la propagande djihadiste.

Tout déficit d'information peut être exploité par les groupes extrémistes qui utilisent la manipulation pour retourner les communautés les unes contre les autres et profitent du chaos pour étendre leur emprise comme ils le font au Burkina Faso. À cet effet, la sensibilisation des populations d'accueil contre toute forme de stigmatisation ethnique ou religieuse doit être de mise. Il ne faut point se le cacher, la représentation des peuhls comme acteurs et partisans du djihadisme est très répandue en Afrique de l'ouest. Un simple conflit entre éleveurs peuhls et cultivateurs autochtones peut être facilement instrumentalisé, d'autant plus que les premiers ne jouissent pas d'une image très reluisante auprès des populations autochtones. Lorsqu'on lui demande son opinion sur la présence des réfugiés à Ouangolodougou, Aziz répond ceci : *« La majorité se fait passer pour des réfugiés en vue de bénéficier de l'aide financière de l'État. Après quoi, ils repartiront en brousse retrouver leurs troupeaux ».*

Pour que les populations restent réceptives aux orientations des autorités administratives, il est impérieux que les actions du Gouvernement ivoirien en faveur des réfugiés soient transparentes. Les polémiques suscitées par la construction des camps de transit illustrent les incompréhensions entre autorités et populations. Les propos du ministre Kacou Houadja Léon en témoignent : *« C'est vraiment dommage que cette initiative de la Côte d'Ivoire, du Gouvernement ivoirien qui devrait être plutôt saluée, suscite tant de réactions négatives »*. (Kautcha 2023)
L'une des interrogations qui devrait être éclaircie reste la durée de transit ou l'usage qui sera fait des maisons après le transit. Il est légitime pour les populations de se demander si ces camps ne deviendront pas des lieux d'habitation définitifs pour les réfugiés.

Le dernier aspect du défi communicationnel est la capacité des autorités à contrer la propagande djihadiste. La rhétorique djihadiste a beau sembler rudimentaire et dépassée, elle trouvera un terreau fertile chez une jeunesse mal préparée et se représentant volontiers comme victime de la pauvreté dans des régions économiquement faibles. Il en sera de même pour des communautés qui se posent en victimes des abus de la société.

CHAPITRE : V
UNE RÉPONSE DURABLE POUR FAIRE FACE EFFICACEMENT AUX DÉFIS ET MAÎTRISER LES ENJEUX

Au-delà de l'urgence, travailler dans le long terme et apporter des réponses efficaces et durables reste la priorité pour les ONG et le Gouvernement ivoirien. Les deux enjeux majeurs sont le maintien de la cohésion sociale par le renforcement de la résilience des populations et la sécurité nationale.

1- Le renforcement de la résilience des populations hôtes : un enjeu clé pour les ONG

Les populations hôtes dans les zones d'accueil font habituellement face à des défis liés à la pauvreté de leur terroir en proie à l'insécurité alimentaire, au changement climatique, à la faiblesse des services publics et à la mévente des produits de rente. La crise des réfugiés vient fragiliser davantage les populations hôtes. Les ONG ont compris la nécessité de maintenir ou accroître leurs actions en leurs faveurs au risque de fragiliser davantage les réfugiés. Améliorer la capacité des populations hôtes à anticiper, à prévenir, à s'adapter et à se relever des difficultés, tel est l'objectif de la politique de résilience.

Le renforcement de la résilience des populations comporte un volet social qui vise une meilleure promotion des droits de la femme et des cadets sociaux, un volet sanitaire qui vise l'amélioration de la gestion de proximité du système de santé et enfin le volet économique qui permet de renforcer les capacités économiques des populations hôtes. Action Contre la Faim a mis l'accent sur la résilience des populations hôtes, car l'accueil communautaire serait un échec si les familles hôtes sombraient dans la précarité. De même, sans une assistance socioéconomique appropriée, les populations deviendraient des relais de propagation du djihadisme. Les projets Yérétali (s'auto-suffir en langue dioula) et Act-femmes obéissent à la vision de renforcer la résilience et l'autonomie des populations hôtes afin de réduire la vulnérabilité des réfugiés et freiner les atteintes à la cohésion sociale et le djihadisme. Ce sont au total 39.245 bénéficiaires pour la Côte d'Ivoire. Comme le stipule la fiche projet d'ACF : *« La situation actuelle au Nord de la Côte d'Ivoire rappelle celle du Burkina Faso sept années en arrière, d'où l'importance d'agir sans tarder, pour anticiper et atténuer les effets probables d'une détérioration similaire».* (ACF, 2023)

Le troisième axe du projet Yérétali précise les enjeux de l'intervention auprès des communautés : *« Renforcer la capacité des communautés et collectivités locales à faire face aux crises et à répondre à leurs besoins en cas de choc».* (ACF, 2023) Cela se fait à travers la mise en place d'un système d'alerte et de réponse multi-chocs notamment à travers des études et la création de comités d'alerte.

Ensuite, le renforcement et la préparation du système de santé à répondre aux urgences telles que les maladies infantiles. Dans ce cadre des cliniques mobiles ont été mises en place. Enfin le système d'alerte précoce pastorale pour prévenir les conflits fonciers.

Le projet Act-femme met l'accent sur l'inclusion de la femme dans la gestion communautaire et la lutte contre les stéréotypes et abus liés au genre. Cela se fait par exemple à travers l'implication des femmes dans les Comités de Gestion (COGES) des hôpitaux et ce en vue de mieux les impliquer dans les questions de santé publique. Une bonne implication des femmes a une répercussion favorable sur la santé des enfants et de la cellule familiale en général.

2- L'approche du Gouvernement ivoirien : faire primer l'enjeu sécuritaire

L'État ivoirien a modifié son approche de la gestion des réfugiés face à la présente crise. Sur fond de migration de travail et de coopération socioéconomique, l'intégration locale et communautaire des réfugiés était la norme. Juridiquement, les réfugiés jouissaient du même statut que les migrants de la CEDEAO. Aujourd'hui, la relocalisation des demandeurs d'asile dans des centres de transit est une option supplémentaire. Elle a débuté depuis le mois de juillet et les demandes d'intégration de la part des réfugiés s'élèvent à près de 8.000 tandis que 9.692 personnes ont déjà été logées après en avoir fait la demande (UNHCR, 2023).

2-1- Le relogement des réfugiés : un élément clé de la stratégie de contingence

Le Gouvernement ivoirien a décidé de construire des « sites de transit » en dur pour les réfugiés. Placé sous la direction du Conseil National de Sécurité, la politique est d'abord motivée par des soucis de sécurité. Le relogement des réfugiés, doublé à l'enregistrement biométrique, vise à garantir un meilleur contrôle des réfugiés. À terme, ce sont plus de 2.500 abris qui seront construits pour les réfugiés, soit 1.080 à Ouangolodougou sur le site de Niornigué et 1.500 à Timalah près de Bouna. Ces abris permettront de reloger 10.000 personnes. Depuis le 23 juillet 2023, le gouvernement a commencé la relocation volontaire des réfugiés. À la date du 04 décembre, ce sont, selon le HCR, 9.682 Individus relocalisés soit 1.729 Ménages et 6.773 Individus désirant être relocalisés soit 1.484 Ménages. 5.051 individus soit 934 ménages ont été relogés sur le site de Niornigué tandis que celui de Timalah a accueilli 4.631 individus soit 795 ménages. (UNHCR, 2023) Ces sites sont également pourvus en infrastructures scolaires et sanitaires pour les réfugiés. En effet, selon le témoignage des agents humanitaires sur le terrain, l'Unicef a fait construire des Écoles Temporaires d'Éducation ou ETA qui accueillent les enfants en âge scolaire. Sur le site de Ouangolo par exemple, ce sont environ 300 enfants qui bénéficient d'une scolarisation. Au niveau sanitaire, Médecins Sans Frontière assure la prise en charge sanitaire en collaboration avec les districts sanitaires du Tchologo et du Bounkani. En plus du volet éducation et santé, il existe un volet social qui vise

à accroître la résilience et l'intégration des adultes. Ainsi, ils ont été constitués en groupes et bénéficient d'un renforcement de capacités sur les questions ayant trait à la cohésion sociale et à la protection des personnes vulnérables.

Si la construction de logements pour les réfugiés par le Gouvernement ivoirien est, aux dires du Représentant du HCR, une première mondiale (Abidjan.net, 2023), elle est en partie en contradiction avec la vision développée par le pays ces récentes années. En effet, le plan de contingence des réfugiés libériens du HCR en 2017 stipule que *« La Côte d'Ivoire s'oppose à la politique des camps et adopte plutôt une attitude plus solidaire, permettant une meilleure intégration des réfugiés dans les communautés hôtes ».* (UNHCR, 2017) C'est donc un changement d'approche du à la prépondérance de la question sécuritaire dans la gestion de la crise. Cependant les sites de transit risquent d'accroître la dépendance des réfugiés vis-à-vis de l'aide humanitaire _ ce qui porterait un coup à leur dignité _ et restreindre leurs capacités d'intégration. De même, certaines populations ont perçu en cette approche un effort trop grand du Gouvernement ivoirien consenti à des migrants, tandis que leurs problèmes sociaux sont d'une grande acuité.

2-2- Combattre l'extrémisme violent en combattant la pauvreté

L'action gouvernementale obéit à une vision holistique qui s'inscrit dans le moyen et le long termes. C'est dans ce cadre qu'a été initié le Programme de Lutte contre la Fragilité dans les Zones Frontalières du Nord qui va impacter à terme 60.000 jeunes. La deuxième phase du projet a été lancée le 7 juillet 2023 et va mobiliser 12,3 milliards de F CFA. *« Pour faire face à cette situation inédite, le Gouvernement a mis en place un plan d'action, combinant le renforcement du dispositif sécuritaire (déploiement militaire) une approche habituelle et la réalisation de programmes sociaux dédiés, clés, pour soutenir les populations vulnérables de ces régions et les soustraire aux influences des groupes terroristes »* (Cabinet du Premier Ministre, 2023) Le Gouvernement veut donc éviter que les populations les plus vulnérables et particulièrement les plus jeunes soient des proies faciles pour des terroristes qui prospèrent dans les champs de désespoir et de misère. Cette approche a aussi l'avantage de mieux disposer les populations à être des acteurs de la prévention de l'extrémisme violent. En effet, les conclusions de Didi OULD SALECK sur la crise sécuritaire du Sahel sont valables pour la Côte d'Ivoire. Pour lui, la crise du Sahel est la résultante de l'incapacité des États à réaliser l'intégration nationale et de la non-atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement, gages de sécurité et de sérénité chez les populations. (Saleck, 2015)

Au niveau international, la Côte d'Ivoire participe au ***Projet de Cohésion Sociale des Régions Nord du golfe de Guinée : COSO.*** Ce projet régional concerne quatre pays: le Bénin, le Ghana, la Côte d'Ivoire et le Togo. À travers une collaboration entre les pays, COSO vise l'amélioration de la résilience de 4.600 communautés frontalières. Le financement pour la Côte d'Ivoire s'élève à plus de 87 milliards de francs.

CONCLUSION

L'afflux des réfugiés burkinabés en Côte d'Ivoire illustre l'importance géostratégique du Sahel dans la sous-région ouest-africaine. La crise engendrée par l'extrémisme violent au sahel n'est pas une question isolée, au contraire elle s'inscrit dans la complexité de l'espace ouest-africain et de l'interconnexion des peuples et des cultures. La preuve est la tentative d'infiltration du territoire ivoirien par les salafistes. Ces mouvements transfrontaliers de populations à travers d'innombrables points de traversée révèlent la fragilité des espaces frontaliers entre les pays de l'Afrique de l'Ouest. Ce qui pose la nécessité d'un partenariat militaire concret entre les différents États de l'Afrique de l'Ouest.

L'accueil des réfugiés a révélé la capacité des communautés du Nord de la Côte d'Ivoire à faire face à des urgences humanitaires sur la base de la traditionnelle hospitalité ivoirienne. Néanmoins, leur résilience a été mise à rude épreuve. Non seulement les ressources naturelles telles que la nourriture, les terres agricoles, les pâturages et l'eau sont soumises à une forte pression mais les infrastructures socioéconomiques telles que les écoles et les hôpitaux subissent une pression énorme qui met à mal l'accueil de ces réfugiés et même l'équilibre social propice à leur intégration.

L'autre particularité de la réponse aux afflux de réfugiés a été la construction de camps de transit entièrement financés par l'État de Côte d'Ivoire. Une action qui vise à faciliter le contrôle et la traçabilité des réfugiés tout en garantissant leur prise en charge dans des conditions dignes. Livrés à eux-mêmes les réfugiés auraient pris l'option de migrer dans d'autres régions de la Côte d'Ivoire rendant plus difficile leur traçabilité mais également la mise en place d'une réponse humanitaire. Par ailleurs, une aggravation de la condition des réfugiés aurait fait d'eux des cibles privilégiées des groupes salafistes en quête de nouvelles recrues. Néanmoins, la vie dans les sites de transit pourrait être de nature à engendrer la dépendance des réfugiés vis-à-vis de l'aide humanitaire et porter atteinte à leur dignité. Aussi, il serait impératif de leur offrir des formations à même de leur garantir une insertion professionnelle et une autonomie.

Le grand défi pour la Côte d'Ivoire reste toutefois la prévention de l'extrémisme violent sur son sol. Si l'action militaire se montre très efficace, force est de reconnaître que le salafisme prospère sur les terreaux d'ignorance et de pauvreté. En effet, la grande mobilité des réfugiés à travers le pays d'accueil qu'est la Côte d'Ivoire mais aussi l'impossibilité de les distinguer des potentiels extrémistes augmentent le risque de propagation des activités de groupes extrémistes sur le territoire ivoirien. Le Gouvernement ivoirien l'a bien compris en associant à l'approche sécuritaire une approche plus holistique fondée principalement sur l'accroissement de la résilience des populations locales, notamment les populations d'accueil mais aussi les réfugiés.

RECOMMANDATIONS

Les présentes recommandations s'adressent au Gouvernement, aux collectivités locales, aux institutions internationales et aux ONG. Elles ont pour but le relèvement précoce des réfugiés et la gestion durable des conséquences de la crise des réfugiés.

Au Gouvernement et aux collectivités locales :

1-Régulariser le statut des demandeurs d'asile. Un statut clair doit être déterminé dans le respect des intérêts de l'État ivoirien et des demandeurs d'asile. Cela permettra d'adopter la politique appropriée.

2-Promouvoir la coopération transfrontalière en vue de la mutualisation des efforts non seulement dans la lutte militaire mais aussi en définissant une politique commune de gestion des demandeurs d'asile.

3-Élaborer un plan d'action national de communication en vue de la sensibilisation contre le terrorisme. Ce plan va permettre de faire prendre conscience aux populations des risques, des modes opératoires et modes de recrutement des terroristes.

Il devrait aussi comporter un volet spécifique de sensibilisation des demandeurs d'asile. La formation des autorités locales aux mécanismes de prévention devra être une priorité.

4-Accélérer la politique de logement des demandeurs dans les abris afin de faciliter leur traçabilité, leur relèvement précoce et leur autonomisation.

5-Développer des projets spécifiques de formation et de réinsertion des demandeurs d'asile.

6-Mettre en place un programme d'industrialisation du Nord en vue de réduire l'écart avec les autres régions du pays en termes d'opportunités d'emplois.

7-Accroître la surveillance des frontières en vue de mieux contrôler les entrées et faire appliquer les mesures spécifiques du Conseil national de sécurité telles que l'interdiction d'entrée de bétail sur le territoire ivoirien.

Aux institutions internationales et aux ONG :

8-Mettre en priorité les actions visant l'éducation et la formation des réfugiés.

9-Promouvoir les actions qui favorisent la sédentarisation des demandeurs dans les lieux et zones déterminés par l'Etat ivoirien. Ce en vue de prévenir les effets liés à leur grande mobilité.

10-Mener des actions de sensibilisation sur les trafics humains, particulièrement les trafics de mineurs et de jeunes filles en vue de freiner les actes criminels à l'endroit des réfugiés et des populations des zones d'accueil.

11-Encourager toutes les initiatives qui visent la sédentarisation de l'élevage et sa modernisation en vue d'éviter et réduire les conflits fonciers entre éleveurs et agriculteurs.

12-Promouvoir des modes de règlements pacifiques des conflits communautaires dans les zones d'accueil.

13-Accentuer les actions en faveur des cadets sociaux tels que les femmes, les jeunes et les enfants.

BIBLIOGRAPHIE

Abidjan.net. 2023 « Côte d'Ivoire : des centaines de réfugiés burkinabés accueillis sur deux sites du Nord ». Consulté le 05 août 2023. https://news.abidjan.net/articles/722688/cote-divoire-des-centaines-de-refugies-burkinabe-accueillis-sur-deux-sites-du-nord.

Action Contre la Faim. 2023 « Fiche Yérétali ». Consulté le 9 juillet 2023.https://www.actioncontrelafaim.org/wp-content/uploads/2023/04/FICHE-YERETALI.pdf.

Action Contre la Faim. 2023. « Fiche Yérétali ». Consulté le 9 juillet 2023.https://www.actioncontrelafaim.org/wp-content/uploads/2023/04/FICHE-YERETALI.pdf.

Banerjee Abhijit V. & Esther Duflo. 2020. Economie utile pour des temps difficiles, Seuil : Paris

Blé, Marcel Ariston. 2023. « Caritas Côte d'Ivoire : des réfugiés burkinabés reçoivent des dons. » Vatican news, 10 juillet 2023. https://www.vaticannews.va/fr/afrique/news/2023-06/caritas-cote-d-ivoire-des-refugies-burkinabe-recoivent-des-dons.html.

Bonnassieux, Alain. 2009 « L'évolution des stratégies migratoires des Burkinabé en Côte d'Ivoire et le rôle des réseaux ». Migrants du Sud. IRD Éditions (2019) : 279-296. https://books.openedition.org/irdeditions/5846.

Bureau National de la Prospective et de la Veille Stratégique. 2016. « Étude Nationale prospective «Côte d'Ivoire 2040 ». Rapport final. » 2016. Abidjan: BNPVS ; https://caidp.ci/uploads/38c8df30f4e9c00dd7a3f268a17f3800.pdf.

Cabinet du Premier Ministre, Programme social du Gouvernement. 2023. « Bilan du Programme Social du Gouvernement ». Abidjan : Coordination Générale du PS Gouv.

CICR. 2023 « Côte d'Ivoire: actions en faveur des réfugiés et des populations hôtes dans le Nord du pays ». Consulté le 3 juillet 2023. https://www.icrc.org/fr/document/cote-divoire-actions-en-faveur-des-refugies-et-des-populations-hotes-dans-le-nord-du-pays.

Conseil National de Sécurité. 2022 « Communiqué ». Consulté le 28 juin 2023. https://www.gouv.ci/doc/1645787070Communique-du-Conseil-National-de-Securite-24-fevrier-2022.pdf.

Côte d'Ivoire politique. 2021 « Présentation de Bounkani ». Consulté le 10 août 2023. https://ivoirepolitique.org/presentation-de-bounkani/.

Danho, Adjon G.G. 2021. Migrations, leadership communautaire et cohésion sociale en Côte d'Ivoire suivi du guide de la diversité et de la cohésion sociale. Abidjan : Friderich Ebert Stiftung.

Douade, Alexis Gbanse. 2023 « 3000 des 9000 réfugiés ivoiriens en Côte d'Ivoire vivent dans la région de Ouangolodougou ». Connection ivoirienne, 25 février 2023.https://connectionivoirienne.net/2023/02/25/3000-des-9000-refugies-burkinabe-en-cote-divoire-vivent-dans-la-region-de-ouangolodougou

Equal Access International. « Résilience pour la Paix (R4P) Série d'étude : Comprendre les régions frontalières nord de la Côte d'Ivoire. SIGNAUX D'ALERTE PRECOCE DE L'EXTREMISME VIOLENT DANS LE NORD DE LA COTE D'IVOIRE ». Consulté le 11 octobre 2023. http://www.equalaccess.org/wp-content/uploads/2021/03/Signaux-dalerte-precoce-de-lextremisme-violente.pdf

Esso, Lasme. « Resilience for Peace (R4P) Understanding the Border Area in Northern Côte d'Ivoire Research Series. COMMUNICATION ECOSYSTEM STUDY». Consulté le 11 octobre 2023. http://www.equalaccess.org/wp-content/uploads/2021/03/formatted_GJR_FINAL-2-DFE_Comm-Eco.pdf.

Gasmi, Abdelssami & Djeria, Joslain. « La Problématique de L'implication des Jeunes Africains dans le Terrorisme et L'extrémisme Violent : Entre les Complexités de la Réalité et la Nécessité de la Solution. » Revue Africaine sur le Terrorisme, 7, no. 2 (décembre 2019) : 69-92. https://au.int/sites/default/files/documents/39186-doc-revue_africaine_sur_le_terrorisme_fr.pdf.

Harrel-Bond, Barbara. 1986: Imposing Aid: Emergency assistance to Refugees, Oxford University Press, Nairobi/Oxford

Ibrahim Kant, Mady. 2019. « Lutte Contre le Terrorisme en Afrique de l'Ouest: Coopération Entre la CEDEAO, les États et les Organisations. » Revue Africaine sur le Terrorisme, 7, no 2 (Décembre 2019) : 93-108. https://au.int/sites/default/files/documents/39186-doc-revue_africaine_sur_le_terrorisme_fr.pdf.

Institut d'Études de Sécurité. « Liens entre extrémisme violent et activités illicites en Côte d'Ivoire ». Consulté le 16 décembre 2023. https://issafrica.s3.amazonaws.com/site/uploads/war-44-fr.pdf

Kautcha, Donatien. 2023 « Côte d'Ivoire : « Polémiques » sur la construction de plusieurs logements au profit de réfugiés à Ouangolodougou, un acte humain que Ouattara pose ». KOACI, 24 mai 2023. https://www.koaci.com/article/2023/05/24/cote-divoire/societe/cote-divoire-polemique-sur-la-construction-de-plusieurs-logements-au-profit-de-refugies-a-ouangolodougou-un-acte-humaine-que-ouattara-pose_169550.html

Kipré, Pierre. 2006. « Migrations et construction nationale en Afrique noire : le cas de la côte d'ivoire depuis le milieu du xxe siècle. » Revue Outre-Terre, 4, no 17 (2006) : 313-332. https://www.cairn.info/revue-outre-terre1-2006-4-page-313.htm.

Laoundiki, Cryspin. 2021. « Conflits communautaires au Burkina : Plus de 4 600 cas enregistrés entre 2018-2020 (rapport des droits humains). » Lefaso.net, 03 juillet 2023. https://lefaso.net/spip.php?article110122 .

Le Guen, Tanguy. 2004. « Le développement agricole pastoral du Nord de la Côte-d'Ivoire : problèmes de coexistence ». Les Cahiers d'Outre-mer, no 226-227 (Avril-septembre 2004) 259-288. https://doi.org/10.4000/com.563.

Les sentinelles d'Abidjan.2023. « Côte D'Ivoire: Le Gouvernement Ivoirien Interdit L'entrée Sur Son Sol Du Bétail Des Refugiés ». Consulté le 12 septembre 2023. http://www.lessentinelles.info/cote-divoire-le-gouvernement-ivoirien-interdit-lentree-sur-son-sol-du-betail-des-refugies/.

Ministère du Plan et du Développement. 2021. « Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) 2021 ». Consulté le 20 août 2023. https://www.plan.gouv.ci/assets/fichier/RGPH2021-RESULTATS-GLOBAUX-VF.pdf.

NCI Reportages. « Au cœur de la lutte contre le terrorisme ». Vidéo You Tube, 10 juillet 2022. https://youtu.be/5nDLZYxJYlM?si=lKhEL-KPkVjVP0PE.

OCHA-Burkina Faso. 2023. « Un habitant sur cinq a besoin d'aide humanitaire ». Consulté le 03 septembre 2023. https://news.un.org/fr/story/2023/04/1133927# .

Office Ivoirien du Patrimoine Culturel. 2022. « De l'islamisation à la naissance d'un style soudanais dans le Nord de la Côte d'Ivoire. » Abidjan : Ministère de la Culture et de la Francophonie.

Organisation International des Migrations. 2016. Étude sur la diaspora burkinabé au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, en Italie et en France. Rapport final. Ouagadougou : OIM. https://publications.iom.int/system/files/pdf/etude_sur_la_diaspora_burkinabe_fr.pdf .

ONU Info. 2022. « Côte d'Ivoire : plus de 7.000 réfugiés du Burkina Faso suite aux attaques de groupes djihadistes ». Consulté le 12 Juillet 2023. https://news.un.org/fr/story/2022/02/1113642.

Otou, Frédéric. 2019. « Analyse Étiologique et Posologique de la Criminalité Transfrontalière en Afrique Centrale à l'aune des Incursions des Bandes Armées à la frontière Est Cameroun.» Revue Africaine sur le Terrorisme, 7, no. 2 (Décembre 2019) : 123-140. https://au.int/sites/default/files/documents/39186-doc-revue_africaine_sur_le_terrorisme_fr.pdf.

Radio France Internationale. 2021. « Chronologie de la violence jihadiste ». Consulté le 03 juillet 2023. https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210610-burkina-faso-chronologie-des-violences-jihadistes-depuis-2015.

Réseau Ivoire. 2023. « Le réseau hydrographique ivoirien ». Consulté le 12 septembre 2023. https://www.rezoivoire.net/ivoire/patrimoine/2024/le-reseau-hydrographique-ivoirien.html?newsid=2024.

Richard, Florence. 23 juin 2023 : En Côte d'Ivoire, le défi de l'afflux de réfugiés burkinabè dans le Nord, in Jeune Afrique
https://www.jeuneafrique.com/1456124/politique/en-cote-divoire-le-defi-de-lafflux-de-refugies-burkinabe-dans-le-nord/

Saleck, Didi O. 2015. « La crise de l'intégration de l'État et la crise sécuritaire au sahel : quelle relation ? » La crise sécuritaire au sahel. Quelles répercussions sur le pays du Maghreb arabe ? (2015):11-36 https://www.kas.de/c/document_library/get_file?uuid=21c3d464-676f-4b99-21e5-17743e0353c9&groupId=252038.

Sandouno, Myriam. 2023. « Réfugiés burkinabés en Côte d'Ivoire, Vatican News. » Vatican news, 18 avril 2023. Consulté le 11 juillet 2023. https://www.vaticannews.va/fr/monde/news/2023-04/pere-wielfried-les-refugies-burkinabes-en-cote-d-ivoire.html.

Unesco. Centre du patrimoine mondial. 2023. « Parc National de la Comoé ». Consulté le 12 septembre 2023.https://whc.unesco.org/fr/list/227/.

UNHCR. 2021. « Articles et reportages : Plus de deux millions de déplacés internes au Sahel alors que les violences augmentent ». Consulté le 24 août 2023. https://www.unhcr.org/fr/actualites/stories/plus-de-deux-millions-de-deplaces-internes-au-sahel-alors-que-les-violences.

UNHCR. 2023. « Le HCR œuvre pour sauver des vies et bâtir un avenir meilleur pour les millions de personnes contraintes de fuir leur foyer ». Consulté le 12 août 2023. https://www.unhcr.org/fr.

UNHCR, 2023. « Operational data portal ». Consulté le 3 juillet 2023. https://data.unhcr.org/en/documents/details/103063.

UNHCR, 2023. « Rapport de la relocalisation : Vue générale, 04 décembre 2023 ». Consulté le 9 décembre 2023. file:///C:/Users/ADMIN/Downloads/Dashboard%20Relocalisation%20UNHCR%20C%C3%B4te%20d'Ivoire%2004%20D%C3%A9cembre%202023%20FR%20(1).pdf

UNHCR. 2023. « SITUATION AU NORD DE LA CÔTE D'IVOIRE. Risques de Protection et Besoins des nouveaux arrivés ». Consulté le 12 juillet 2023. file:///C:/Users/ADMIN/Documents/Etude%20refugi%C3%A9s%20du%20Sahel/Protection%20Monitoring%20Situation%20au%20Nord%20UNHCR%20CIV%2007%20Juillet%202023%20(1).pdf.

Unicef Côte d'Ivoire. 2022: « Renforcer la résilience dans le Nord de la Côte d'Ivoire ». Consulté le 07 juillet 2023. www.unicef.org/cotedivoire/recits/renforcer-la-résilience-dans-le-nord-de-la-côte-divoire.

Université d'Amsterdam. « À propos de l'UVA ». Consulté le 24 juillet 2018. http://www.uva.nl/en/about-the-uva

Yakité, Charles Lasserre. « La Prévention et La Lutte Contre L'extrémisme Violent en Afrique Centrale et Dans Le Bassin Du Lac Tchad. » Revue Africaine sur le Terrorisme, 7, no. 2 (Décembre 2019) : 141-163. https://au.int/sites/default/files/documents/39186-doc-revue_africaine_sur_le_terrorisme_fr.pdf.

À PROPOS DE CETTE PUBLICATION

La Friedrich-Ebert-Stiftung en Côte d'Ivoire, en proposant cette étude, ouvre la voie à la prise en compte des données fiables sur la question de l'accueil des réfugiés en provenance du Sahel. En effet, depuis 2021, l'afflux de milliers de réfugiés burkinabés vers les régions frontalières du Nord de la Côte d'Ivoire, en modifiant l'espace migratoire Burkina-Côte d'Ivoire, constitue un défi pour l'équilibre socioéconomique de ces zones économiquement fragiles. Si la proximité socioculturelle entre zones de départ et zones d'accueil, doublée de la tradition ivoirienne d'intégration communautaire des migrants a permis d'absorber les premières vagues, la politique de contingence du djihadisme a amené le gouvernement ivoirien et ses partenaires à également mettre en œuvre des programmes de résilience et le logement de plusieurs réfugiés dans des camps de transit. Cependant, cette crise met en lumière la nécessité d'un développement économique durable du septentrion ivoirien.

MENTIONS LÉGALES

Friedrich-Ebert-Stiftung Côte d'Ivoire
Abidjan, Cocody, Riviera Attoban
08 BP 312 Abidjan 08
Tel: +225 27 22 43 88 99
Fax : +225 27 22 43 87 54

©2023 Friedrich-Ebert-Stiftung

Illustration de couverture : Dossonmon YEO, Infographiste

Reproduction et vente sont interdites sans autorisation écrite de la FES. Les idées et thèses développées dans la présente étude sont celles des auteurs et ne correspondent pas nécessairement à celles de la FES.

FRIEDRICH EBERT STIFTUNG